

# L'éducation populaire autonome en mouvement : un recueil de pratiques

Audrey Dahl et Vincent Greason



# Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	<b>5</b>
<b>Conseils de lecture</b> .....	<b>6</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
<b>Un mot sur le projet de recherche-formation</b> .....	<b>9</b>
À qui s'adresse ce recueil?.....	10
<b>Réfléchir sur les pratiques d'éducation populaire autonome</b> .....	<b>11</b>
<b>Une définition de l'éducation populaire autonome</b> .....	<b>12</b>
<b>Une grille d'analyse des pratiques d'ÉPA</b> .....	<b>14</b>
<b>La méthodologie de la recherche</b> .....	<b>18</b>
<b>1. L'ÉPA c'est un ensemble de démarches</b> .....	<b>21</b>
<b>Une démarche d'ÉPA</b> .....	<b>24</b>
<b>2. L'ÉPA développe des apprentissages et des réflexions critiques dans une optique de conscientisation</b> .....	<b>31</b>
<b>Est-ce que nos groupes sont considérés comme des lieux d'apprentissage?</b> .....	<b>34</b>
<b>Est-ce que la démarche part ou tient compte des préoccupations des gens et de leur compréhension des injustices contre lesquelles il faut se battre?</b> .....	<b>36</b>
<b>Est-ce que tous et toutes sont à la fois personnes apprenantes et formatrices?</b> .....	<b>42</b>
<b>Est-ce que la démarche permet de mieux comprendre les oppressions et les privilèges qui engendrent des rapports de domination (capitalisme, racisme, sexisme, capacitisme, classisme, colonialisme, cadre hétéronormatif, etc.)?</b> .....	<b>44</b>
<b>3. L'ÉPA implique des citoyens et des citoyennes</b> .....	<b>51</b>
<b>Est-ce que la démarche suscite l'implication, l'engagement ou la mobilisation des citoyens et citoyennes, c'est-à-dire des membres ou du grand public?</b> .....	<b>54</b>
<b>Est-ce que la démarche prend les moyens pour impliquer une pluralité de personnes dans le respect de leur diversité?</b> 58	
<b>Est-ce que les forces et limites de chacun et chacune sont prises en considération?</b> .....	<b>62</b>
La place des membres au CA.....	64

<b>4. L'ÉPA dans les actions collectives .....</b>	<b>69</b>
Est-ce que la démarche mobilise de façon concrète et collective en dépassant le niveau intellectuel des idées? .....	72
Est-ce que la démarche dépasse la sensibilisation (nécessaire, mais pas suffisante)? .....	76
Est-ce que la démarche met en place des espaces décisionnels avec un souci d'inclusion pour faire participer le plus grand nombre de personnes? .....	77
Lutte du tarif alpha pour le transport en commun .....	84
<b>5. L'ÉPA pour lutter .....</b>	<b>89</b>
Est-ce que la démarche permet de résister aux injustices sociales, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives? .....	92
Est-ce que la lutte contribue à la construction d'un mouvement large de contestation citoyenne? .....	95
Est-ce que la lutte amène les gens à devenir plus conscients de ce qui les entoure tout en augmentant leur capacité d'analyse? .....	96
Est-ce que les luttes à mener sont indépendantes (ou autonomes) des cadres imposés par les bailleurs de fonds? .....	98
Changement de sens de rue dans l'atelier Action citoyenne .....	102
<b>6. L'ÉPA afin de transformer la société dans le sens de la justice sociale .....</b>	<b>107</b>
Est-ce que les personnes impliquées dans la démarche découvrent que c'est en travaillant ensemble, que le changement se fait – peu à peu, un pas à la fois? .....	111
Est-ce que la solidarité dépasse l'avancement de notre propre mission? .....	112
Est-ce que la démarche est guidée par une solidarité tout au long de la lutte et entre les multiples luttes dont le cumul des gains est nécessaire à une société juste? .....	114
Est-ce que la mesure du succès de la mobilisation est concrète? .....	117
Que veut dire « la transformation sociale » aujourd'hui? .....	121
<b>En conclusion: l'état de santé de l'ÉPA aujourd'hui? .....</b>	<b>123</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>125</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>127</b>
Petit détour sur l'histoire de l'ÉPA au Québec .....	127
La diversité des groupes rencontrés .....	132

## Remerciements

---

Le présent recueil a pu voir le jour grâce au soutien et à l'engagement des personnes et organismes suivants. Nous les remercions chaleureusement :

### Partenaires du projet

- Julie Robillard, MÉPACQ
- Josée-Anne Riverin, Service aux collectivités (UQAM)
- Mélanie Pelletier, Service aux collectivités (UQAM)

### Comité d'encadrement et de contenu

- Michel Savard, Table des groupes populaires de la Côte-Nord
- Marc Benoit, ROÉPAM
- Julie Corbeil, TROVEP de Montréal

### Regroupements régionaux en éducation populaire autonome, membres du MÉPACQ, qui ont accueilli la tournée de recherche-formation

- Association des groupes d'éducation populaire autonome — Centre du Québec (AGÉPA)
- Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire (MÉPAC) Saguenay–Lac-Saint-Jean
- Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MÉPAL)
- Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT)
- Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie (ROÉPAM)
- Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12)
- Table des groupes populaires de la Côte-Nord
- Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de l'Estrie
- Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de la Montérégie
- Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal
- Table ronde des organismes volontaires en éducation populaire de l'Outaouais (TROVEPO)

## Graphisme

- Sabine Friesinger, Katasoho
- Chadi Marouf, Katasoho

## Illustrations

- Jacques Goldstyn alias Boris

## Impression

- Imprimerie & Design Katasoho

## Révision

- Nathalie Germain

## Lecture

- Catherine Pouliot

## Soutien financier

- Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Enseignement supérieur
- Programme d'aide financière à la recherche et à la création, volet 2, Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal

**Merci tout spécial à ceux et celles qui ont participé à cette recherche en acceptant de partager leurs pratiques d'ÉPA!**

Dépôt légal septembre 2024

ISBN papier : 978-2-925169-15-4

ISBN numérique : 978-2-925169-16-1



mepacq

UQÀM | Service aux collectivités  
Université du Québec à Montréal

Québec 

# Avant-propos

---

*L'éducation populaire autonome en mouvement : un recueil de pratiques* est le fruit d'un projet de recherche-formation qui s'est déroulé entre 2021 et 2024. Le projet tire son origine de la volonté de souligner les 40 ans du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ). Il a été réalisé dans le cadre d'une collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM (SAC-UQAM).

Le recueil présente un portrait des pratiques d'éducation populaire autonome (ÉPA) telles que répertoriées lors d'une tournée nationale de recherche-formation intitulée *40 ans de lutte : Qu'ossa donne?*. Cette tournée a permis de rencontrer un nombre important de groupes de base et de regroupements qui font de l'éducation populaire.

Le recueil s'adresse aux personnes travailleuses ou militantes du milieu communautaire d'aujourd'hui et peut-être de demain. Nous espérons qu'il contribuera à garder l'éducation populaire autonome au cœur de leur travail et que ce travail sera toujours inspiré par la passion de lutter pour la justice sociale.

Ce recueil répond aussi à une préoccupation maintes fois entendue dans les discussions avec les personnes militantes, à savoir la préparation de la relève. Au moment d'une transition générationnelle, culturelle et

politique, comment transmettre les acquis du passé? Comment initier et sensibiliser de nouvelles personnes aux pratiques d'ÉPA? Comment intégrer ces pratiques dans la vie associative de nos groupes et de nos conseils d'administration? Bref, comment nous assurer que cette façon de faire, qu'est l'éducation populaire autonome, ne soit pas sacrifiée à l'autel de l'efficacité, du rendement et de la productivité?

## **Conseils de lecture**

L'ÉPA est constituée d'un ensemble de démarches. Chacune de ces démarches doit être comprise comme un processus. Dans ce processus, il y a plusieurs composantes. Dans ce recueil, les pratiques d'ÉPA sont décortiquées à partir de 6 critères qui comprennent les différentes composantes de ce qu'est l'ÉPA. Nous présentons ces critères un à la suite de l'autre, ce qui ne vous oblige en rien à une lecture d'un bout à l'autre. Tout comme en ÉPA, il y a plusieurs points de départ et vous pouvez orienter votre lecture selon vos besoins.



# Introduction

---

L'éducation populaire autonome, telle que développée au cours des 50 dernières années, est un ensemble de démarches qui permet aux groupes populaires et aux groupes d'action communautaire autonome (ACA) d'agir sur les conditions précaires de vie et de travail des populations qu'ils rejoignent.

Historiquement, ces groupes forment un vaste mouvement d'engagement citoyen. L'éducation populaire autonome (ÉPA) est un amalgame de pratiques de conscientisation, de luttes et de vivre ensemble qui décrit la manière dont les groupes et les personnes travailleuses qui y œuvrent comprennent leur travail :

- Qu'est-ce qu'on fait?
- On fait de l'éducation populaire<sup>1</sup>!
- Pourquoi?
- Pour changer le monde!

---

<sup>1</sup> L'éducation populaire autonome ou l'éducation populaire, y a-t-il une différence? Voir l'annexe *Petit détour sur l'histoire de l'ÉPA au Québec*. Dans le recueil, on utilise parfois le terme « éducation populaire » pour alléger le texte.



## C'est par l'éducation populaire qu'on va changer le monde!

---

Réduit à son essence la plus simple, la vision de l'ÉPA portée par le MÉPACQ et adoptée plus largement par le mouvement d'ACA se veut une démarche d'éducation et d'action. Par l'ÉPA, les personnes prennent collectivement conscience de leur milieu et des défis qui s'y trouvent; se donnent des stratégies d'action pour faire face à ces défis; et passent aux actes pour changer les choses.

### Le sens accordé au mot «citoyen»

Les mots « citoyen » et « citoyenneté » reviennent souvent dans ce texte. Le premier se trouve dans la définition même de l'ÉPA portée par le MÉPACQ.

Lors de la tournée, on nous a posé la question : est-ce que cela pourrait être compris comme référant aux personnes qui ont un statut de citoyenneté, ce qui voudrait dire que les personnes qui n'ont pas ce statut seraient exclues?

Dans ce texte, nous utilisons le terme au sens employé dans le milieu des droits humains. La personne citoyenne est **toute personne détentrice de droit** (Déclaration universelle des droits de l'homme [sic], article 2) ce qui va au-delà d'un statut juridique lié à l'immigration.

L'implication citoyenne doit être comprise comme la participation à la société, peu importe son statut au sein de cette société.

« Vouloir changer le monde » peut paraître un peu vieillot, un peu « années 70 ». Pourtant, les personnes et les groupes rencontrés au cours de la présente recherche témoignent que l'idée demeure pertinente. La vision de justice sociale, la volonté de nommer les oppressions afin de les surmonter et l'urgence de travailler avec la population pour changer les choses demeurent au cœur des pratiques d'ÉPA présentées dans ce recueil.

# Un mot sur le projet de recherche-formation

Le présent recueil est issu de la tournée de recherche-formation *40 ans de lutte : Qu’ossa donne?*. Cette tournée a permis de recueillir autant les pratiques d’ÉPA que les réflexions les entourant, et ce, auprès de **186 personnes participantes provenant de 112 groupes**. La dernière fois que le MÉPACQ a répertorié les pratiques d’ÉPA de ses membres remonte à un projet de recherche dirigé par Lina Savoie en 1989<sup>2</sup>.

La tournée a commencé en septembre 2022, avec une session pilote en Outaouais et s’est poursuivie à travers le Québec jusqu’en octobre 2023. Elle avait deux objectifs : faire rayonner l’histoire du MÉPACQ et de l’ACA et à partir de cette histoire, permettre aux personnes et aux groupes rencontrés de se réapproprier les principes de base de l’éducation populaire autonome. Vincent Greason, éducateur populaire à la retraite<sup>3</sup>, et Audrey Dahl, professeure et chercheuse en éducation des adultes à l’UQAM<sup>4</sup>, sont allés à la rencontre des groupes d’ÉPA **dans les 11 régions** des regroupements régionaux d’ÉPA qui composent le MÉPACQ : Outaouais, Montérégie, Mauricie, Montréal, Lanaudière, Centre-du-Québec, Côte-Nord, Abitibi – Témiscamingue, Saguenay – Lac-Saint-Jean, Estrie et Québec.

Chaque journée de formation était divisée en deux parties. La matinée portait sur l’histoire du mouvement d’ÉPA. En après-midi, il y avait des ateliers de réflexion sur les pratiques ainsi qu’une discussion sur ce que signifie la transformation sociale aujourd’hui. Le contenu de ce recueil est basé à la fois sur les propos recueillis pendant la tournée et sur des entrevues menées par la suite.

---

2 Savoie, Lina (1989). *Les pratiques et l’impact social des groupes d’éducation populaire autonome du Québec*, Montréal, MÉPACQ.

3 Vincent a travaillé longtemps à la TROVEPO et au MÉPACQ. Pendant la COVID, avec les autres membres du comité histoire du MÉPACQ : Michel Savard, Jean-Yves Joannette et Josée Harnois, il a rédigé *Faire mouvement : les quarante ans du MÉPACQ* (2021, Éditions de la rue Dorion).

4 Avec spécialisation en alphabétisation et éducation populaires.

## À qui s'adresse ce recueil?

---

Ce recueil s'adresse aux personnes qui souhaitent réfléchir et bonifier leurs pratiques comme à celles qui débutent en ÉPA. Il peut servir de guide pour amorcer une autoformation ou pour bonifier des pratiques existantes. À cette fin, on y propose un outil : la grille d'analyse des pratiques, qui a été utilisée et validée avec les groupes lors de la tournée.

En somme, **ce recueil vise une appropriation commune par les milieux des principes d'ÉPA afin de continuer à *Faire mouvement*.**

# Réfléchir sur les pratiques d'éducation populaire autonome

---

Ce recueil de pratiques a été conçu à partir d'une recherche-formation dont le but était d'animer, au sein des groupes à travers le Québec, des réflexions collectives sur l'ÉPA. Elle visait à ce que les personnes participantes se réapproprient les assises de l'éducation populaire autonome, à rendre compte et à valoriser la diversité des pratiques. Ce recueil démontre la richesse des pratiques d'ÉPA en présentant plusieurs exemples répertoriés lors de la tournée, ainsi qu'un outil de réflexion afin de développer de futures pratiques.

Avant de parler de réflexion sur les pratiques, il convient de se demander : qu'est-ce qu'une pratique d'ÉPA? Pour répondre à cette question, ce chapitre présente la définition d'ÉPA portée par le MÉPACQ. Cette définition est centrale dans la façon dont nous présentons les pratiques dans les chapitres suivants. En effet, c'est à partir des éléments de cette définition qu'a été conçue une grille d'analyse des pratiques d'ÉPA. Cet outil nous a permis de répertorier les pratiques pendant la tournée de recherche-formation. Cette grille d'analyse est aussi présentée dans ce chapitre et la méthodologie de recherche y est brièvement expliquée.

# Une définition de l'éducation populaire autonome

En 1978, des groupes populaires ressentent le besoin de définir ce qu'ils font et formulent une définition de ce qu'ils nomment : **éducation populaire autonome**<sup>5</sup>. Cette définition est votée par des groupes membres du Comité d'action des Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP). En 1981, le MÉPACQ est créé et adopte cette même définition.

## L'éducation populaire autonome c'est :

L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.

## L'éducation populaire et les luttes sociales

---

Au congrès d'orientation de 2000, le MÉPACQ souligne que les luttes sociales font partie intégrale de sa vision de l'éducation populaire autonome. On définit alors les **luttes sociales** de la manière suivante :

Les luttes sociales sont indissociables des pratiques d'ÉPA. Une lutte est une action soutenue et énergique d'une individu, d'un individu ou d'un groupe pour résister à quelque chose ou atteindre un certain but. Par l'expression « luttes sociales », on entend donc désigner l'ensemble des actions soutenues et énergiques permettant de s'organiser collectivement pour résister aux injustices sociales et transformer la société dans une perspective de

---

<sup>5</sup> Pour en savoir plus sur le contexte historique entourant la formulation de cette définition, consulter l'annexe *Petit détour sur l'histoire de l'ÉPA au Québec*.

justice sociale, notamment, en identifiant les injustices, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives.

### **Qu'est-ce qu'une pratique d'ÉPA?**

Par pratique d'ÉPA, nous entendons les façons de faire des groupes qui transforment la société dans une perspective de justice sociale. Ainsi, les pratiques doivent être comprises comme tout ce que fait le groupe dans une approche d'ÉPA ou tout ce qui s'apparente à l'ÉPA. Parmi les pratiques, on peut retrouver des activités, des actions, une vie associative, des mobilisations, des luttes.

# Une grille d'analyse des pratiques d'ÉPA

La tournée de recherche-formation *40 ans de lutte : Qu'ossa donne?* a invité les groupes et les regroupements membres du MÉPACQ à réfléchir collectivement sur ce qu'est l'ÉPA aujourd'hui et sur les façons dont elle se pratique. Pour accompagner cette réflexion, une grille d'analyse des pratiques a été élaborée à partir de la définition de 1978, en y ajoutant l'importance des luttes sociales dans la vision d'ÉPA portée par le MÉPACQ. **Cette grille d'analyse comporte 6 critères qui définissent l'ÉPA comme:**

Un ensemble de **démarches...**

qui développe des **apprentissages** et des **réflexions critiques** dans une optique de **conscientisation...**

qui implique des **citoyens et des citoyennes...**

dans les **actions collectives...**

**pour lutter...**



afin de **transformer la société** dans le sens de la **justice sociale.**



Dans la grille, chacun des 6 critères d'ÉPA est accompagné de questions qui permettent de réfléchir si oui ou non une pratique répond au critère. **Une démarche d'ÉPA ne doit pas obligatoirement répondre à tous les critères** et questions de la grille. L'exercice de **cocher « oui » ou « non » se veut constructif**. L'objectif est de nous amener à réfléchir sur la présence ou l'absence de certains éléments dans une démarche d'ÉPA, qu'elle soit déjà réalisée ou encore à l'étape de sa planification. L'exercice permet d'**identifier où se situent les obstacles et défis rencontrés dans nos démarches** afin d'orienter nos choix et actions pour se réajuster ou améliorer les démarches à venir. Il peut aussi **amener une prise de conscience de l'influence des contraintes de notre milieu sur nos pratiques d'ÉPA**.

Nous vous invitons à reproduire cette grille à des fins d'utilisation et à la distribuer sans modération. Une version imprimable de la grille d'analyse se trouve également sur le site WEB du MÉPACQ.

## Grille d'analyse des pratiques d'ÉPA

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>1</b></p> <p>Un ensemble de démarches...</p>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche a une durée dans le temps avec une pluralité d'expressions /de volets / de moments?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est rattachée à d'autres actions ou activités?</li> </ul>
 <p><b>2</b></p> <p>qui développe des <b>apprentissages</b> et des <b>réflexions critiques</b> dans une optique de <b>conscientisation...</b></p>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que nos groupes sont considérés comme des lieux d'apprentissage?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche part ou tient compte des préoccupations des gens et de leur compréhension des injustices contre lesquelles il faut se battre?</li> <li>✓ Est-ce que tous et toutes sont à la fois personnes apprenantes et formatrices?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de mieux comprendre les oppressions et les privilèges qui engendrent des rapports de domination (capitalisme, racisme, sexisme, capacitisme, classisme, colonialisme, cadre hétéronormatif, etc.)?</li> </ul>
 <p><b>3</b></p> <p>qui implique des <b>citoyens</b> et des <b>citoyennes...</b></p>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche suscite l'implication, l'engagement ou la mobilisation des citoyens et citoyennes, c'est-à-dire des membres ou du grand public?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche prend les moyens pour impliquer une pluralité de personnes dans le respect de leur diversité?</li> <li>✓ Est-ce que les forces et limites de chacun et chacune sont prises en considération?</li> </ul>

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>4</b></p> <p>dans les <b>actions collectives...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche mobilise de façon concrète et collective en dépassant le niveau des idées?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche dépasse la sensibilisation (nécessaire, mais pas suffisante)?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche met en place des espaces décisionnels avec un souci d'inclusion pour faire participer le plus grand nombre de personnes?</li> </ul>
 <p><b>5</b></p> <p>pour <b>lutter...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de résister aux injustices sociales, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte contribue à la construction d'un mouvement large de contestation citoyenne?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte « amène les gens à devenir plus conscients de ce qui les entoure tout en augmentant leur capacité d'analyse »?</li> <li>✓ Est-ce que les luttes à mener sont indépendantes (ou autonomes) des cadres imposés par les bailleurs de fonds?</li> </ul>
 <p><b>6</b></p> <p>afin de <b>transformer la société</b> dans le sens de la <b>justice sociale.</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que les personnes impliquées dans la démarche découvrent que c'est en travaillant ensemble, que le changement se fait – peu à peu, un pas à la fois?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est guidée par une solidarité tout au long de la lutte et entre les multiples luttes dont le cumul des gains est nécessaire à une société juste?</li> <li>✓ Est-ce que la solidarité dépasse l'avancement de notre propre mission?</li> <li>✓ Est-ce que la mesure du succès de la mobilisation est concrète? C'est-à-dire que les gains sont reconnus, même si la mobilisation ne conduit pas à l'abolition immédiate et totale du capitalisme, du patriarcat ou du racisme.</li> </ul>

# La méthodologie de la recherche

Ce recueil est à la fois basé sur les données qui ont été recueillies tout au long de la tournée *40 ans de lutte : Qu'ossa donne?* et sur des entrevues menées par la suite. Les données recueillies durant les journées de recherche-formation proviennent de deux sources : 1) 26 pratiques élaborées en atelier de travail et présentées en séance plénière; et 2) les propos recueillis pendant les discussions sur la transformation sociale.

Suite à la tournée, nous avons mené des entrevues auprès de personnes participantes à une journée de recherche-formation et qui avaient consenti à être contactées. Le choix des personnes qui composent cet échantillon s'est fait en fonction de la diversité des champs d'intervention, des expériences et des régions. Au total, 8 personnes ont répondu à l'appel et ont participé à des entrevues d'environ 60 minutes afin d'échanger sur leurs pratiques d'ÉPA.

Pendant la tournée, les contenus des discussions ont été pris en notes sous forme de synthèses. Dans ce processus, il est possible que des idées et certains éléments des pratiques aient été modifiés et ne soient donc pas retransmis avec exactitude. En ce qui concerne les entrevues, celles-ci ont été enregistrées et vous trouverez tout au long de la lecture des citations des personnes participantes. Ces citations ont été validées auprès des personnes concernées qui nous ont donné la permission de reprendre leurs propos.

Le contenu de ce recueil est structuré à partir de la grille d'analyse des pratiques. La grille d'analyse illustrée ci-dessus est légèrement différente de celle utilisée pendant la tournée. En effet, la tournée a permis de valider les éléments de la grille et de l'améliorer à partir des commentaires des personnes participantes. Les critères et les questions de la grille ont ensuite permis d'interpréter les pratiques répertoriées. Ces interprétations sont un amalgame entre l'analyse des pratiques faites dans les ateliers lors de la tournée et notre propre analyse une fois ces pratiques rassemblées. Les entrevues nous ont par la suite permis d'ajouter des pratiques et de bonifier l'analyse.

# Ce que font les groupes : les pratiques analysées à partir des 6 critères d'ÉPA

**L'analyse des pratiques est présentée en 6 parties. Chaque partie correspond à un critère de la grille d'analyse. Pour chacun des critères, les questions de réflexion de la grille introduisent les interprétations des pratiques d'ÉPA répertoriées.**





# L'ÉPA c'est un ensemble de démarches

- Est-ce que la démarche a une durée dans le temps avec une pluralité d'expressions/ de volets / de moments?
- Est-ce que la démarche est rattachée à d'autres actions ou activités?









# VOLETS CAMPAGNE ÉTAPES JE AU NOUS ACTIONS PLURALITÉ DURÉE VULGARISATION

## 1. L'ÉPA c'est un ensemble de démarches

Dans cette section, nous traitons du critère #1 de la définition de l'ÉPA : *un ensemble de démarches*. Ce critère nous rappelle que l'éducation populaire autonome peut prendre plusieurs formes (d'où l'idée d'un ensemble), et que c'est une démarche qui se déroule dans le temps avec un point de départ et une finalité. Nous présentons les étapes d'une démarche que l'on pourrait qualifier de classique, ainsi que des exemples d'autres types de démarches. Celles-ci ont toutes en commun une visée de **transformation sociale** dans le sens de la justice sociale.

Avec une telle visée, nous comprenons que l'ÉPA **ne se réduit pas à une activité ponctuelle**, à un coup d'épée dans l'eau. La transformation attendue, telle que définie en 1978, est une **transformation sociale, économique, culturelle et politique de son milieu**. En 2024, nous devrions y ajouter la dimension **environnementale**. Une transformation en profondeur, comprenant toutes ces dimensions, prend du temps. L'avènement du Grand soir n'est pas pour demain!

Comprendre l'ÉPA comme une démarche remet en question deux interprétations courantes dans le milieu. L'une tend à réduire l'ÉPA

aux **activités de vulgarisation** tandis que l'autre tend à la limiter à une **méthode pédagogique**. Ces deux conceptions visent à rendre accessible un contenu complexe, ce qui s'avère important en éducation populaire. Cependant, l'ÉPA doit se comprendre plutôt comme une démarche avec une **façon de faire** qui lui est propre. Elle ne se limite donc pas à un volet ou à une forme d'expression puisqu'elle est une façon de faire qui **influence autant l'organisation interne d'un groupe que la manière dont il organise ses activités et ses luttes**.

Une autre façon de définir l'ÉPA est de la voir comme **un processus**. C'est ce que nous rappelle une personne rencontrée pendant la tournée qui précise que le résultat obtenu d'une démarche d'ÉPA est relatif parce que « le plus important, c'est le processus ». Comprise de cette façon, plusieurs notent que **l'ÉPA n'est pas linéaire**. Le processus est toujours à refaire. Un pas en avant, trois pas en arrière, deux pas de côté et quatre pas en avant... C'est **long**, mais on finit par **avancer**. C'est long, parce que les personnes changent, parce que les stratégies sont à refaire, parce que l'ÉPA exige plus que de mettre un pansement sur le bobo. Comme le mentionne une intervenante : un processus d'ÉPA intervient non pas sur les symptômes des problèmes, mais sur les causes. Ça prend du temps parce que c'est collectif : « seule on avance plus vite, mais ensemble, on va plus loin ».

## Une démarche d'ÉPA

La conception de l'ÉPA comme **un ensemble de démarches** est largement corroborée par les choix de pratiques mises de l'avant par les personnes participantes à la recherche. En analysant les résultats, il en ressort en effet que pour ces personnes, l'ÉPA est une forme d'éducation qui se réalise à travers différents moyens et qui s'adapte à plusieurs réalités.

Plusieurs comprennent une démarche d'ÉPA comme une **lutte** ou **une campagne** de sensibilisation. Celles-ci se déroulent dans un laps de temps, comportent plusieurs volets et suivent une certaine logique.



## Préparer une démarche

---

On pourrait qualifier de classique une démarche qui implique un processus qui dure dans le temps, au cours duquel on se prépare, on se concerte, on réalise et on évalue l'impact de notre travail. Une telle démarche s'amorce avec une phase préparatoire dans laquelle il y a une **analyse de la situation** qui sert à mieux cerner une problématique. Dans cette phase, il y a aussi des efforts de **vulgarisation**, de **validation** et de **diffusion** de cette analyse. On peut inclure dans cette première étape des activités de **formation** dont la finalité vise la **conscientisation** aux enjeux visés par la démarche. Cette phase préparatoire vise non seulement une meilleure compréhension de la problématique, mais aussi à susciter l'engagement des personnes à participer à la mobilisation.

## Se concerter

---

Les personnes qui ont participé à la recherche mentionnent le rôle de la concertation dans la construction d'**alliances**. Le point de départ d'une démarche est un enjeu que le groupe porteur considère important d'aborder. Le défi consiste alors à convaincre d'autres organismes de considérer ce même enjeu comme prioritaire. C'est pourquoi des groupes soulignent l'importance de développer des **stratégies** et de se donner des **lieux pour négocier en solidarité** le succès des démarches d'ÉPA menées en concertation.

## Réaliser une démarche

---

La réalisation de la démarche est l'étape où on se mobilise et on passe à l'action. Cette étape peut comprendre une myriade d'actions possibles, allant de l'organisation de marches, de manifs ou d'occupations jusqu'à faire signer des pétitions. Parfois, on lie **la formation à l'action** en utilisant le moment de formation et de conscientisation pour formuler les revendications et planifier les actions. On peut utiliser un moment de création collective (fabrication de banderoles, élaboration de slogans) pour préparer une marche ou une occupation, rejoignant ainsi des personnes qui n'ont pas le goût de s'impliquer dans un geste plus contestataire ou radical.

## Évaluer une démarche

---

L'évaluation fait partie du cycle d'une démarche d'ÉPA<sup>6</sup>. Les groupes d'ÉPA mentionnent l'importance d'évaluer l'impact de leur travail tout en soulignant que cette étape est parfois raccourcie en raison du manque de temps. L'évaluation peut se faire sous forme de discussions informelles avec ceux et celles qui ont pris part à une action, ou de retours en rencontres d'équipe. La présentation du rapport d'activités en assemblée générale a été nommée comme une forme de bilan qui permet de jeter un regard sur ce qui a été accompli. Deux personnes rencontrées en entrevue nous ont dit évaluer leur travail de façon systématique en demandant : qu'est-ce qui a bien été? Qu'est-ce qui a moins bien été? Après tout, l'évaluation peut être un moment d'apprentissage qui permet d'améliorer les démarches d'ÉPA.

## Une démarche se fait dans le temps et selon une logique

---

Une démarche se situe dans le temps, se déroulant sur **plusieurs mois** ou même **plusieurs années**. Elle a, la plupart du temps, un **début** et une **fin**. Dans le cas d'un jardin collectif, la démarche est déterminée par les **saisons** : de la plantation à la récolte!

Généralement, une démarche se déroule suivant une certaine logique. On y retrouve une pluralité de moments suivant un certain ordre. Le volet analyse de la situation précède la formulation de **revendications**. On formule des revendications avant d'écrire une **lettre aux personnes élues** ou de rédiger un **mémoire**. Une **pétition** s'appuie sur l'analyse de la situation.

## L'importance de la vulgarisation

---

Enfin, la place de la **vulgarisation** dans une démarche mérite d'être abordée. Celle-ci joue un rôle dans le passage d'une étape à l'autre : de l'analyse de la situation au rayonnement de la problématique;

---

<sup>6</sup> Freire parle de la praxis (fusion entre pratique et réflexion): on analyse une situation limite, on passe à l'action, on réfléchit sur les actions posées, ce qui nous amène à d'autres actions et d'autres analyses.



de la formation à l'action; de la connaissance de quelques-uns aux savoirs partagés de plusieurs. C'est par la vulgarisation que l'éducatrice ou l'éducateur populaire rend accessible une matière complexe et compliquée. La vulgarisation est nécessaire pour :

- Mettre de l'avant l'analyse d'une situation (rédaction de **mémoires** et avis);
- Concevoir les **ateliers**;
- Préparer les **outils** qui soutiennent la démarche (questionnaires, dépliants, vidéos, pétitions);
- Traduire l'**impact des lois et règlements** (chômage, aide sociale, logement) sur les premiers concernés.

## Démarches visant la sensibilisation

---

Un autre type de démarche vise à sensibiliser une population, qui ne vit pas nécessairement le problème en cause, en mettant de l'avant les réalités des personnes qui sont touchées par le problème. À la différence d'une démarche plus classique, ce type de démarche est **continu**, **permanent** et sans fin **apparente**. Elles visent souvent à combattre les injustices structurelles.

Des exemples de ce type de démarche abondent. Par exemple, les groupes de **personnes sur l'aide sociale** luttent constamment contre les préjugés véhiculés par la société dominante (le phénomène *Bougon*); les groupes de **personnes sourdes** se battent pour se tailler une place dans un monde entendant; et les groupes de **personnes de la diversité sexuelle et de genre** doivent constamment lutter pour leur droit d'exister dans une société organisée en fonction d'une logique binaire et hétérosexuelle.

Lors de la tournée, on nous a parlé d'une démarche de sensibilisation qui dure depuis 3 ans et qui est menée par un groupe de personnes en **alphabétisation** en Montérégie auprès des services publics et de certaines entreprises privées. Il s'agit de sensibiliser les personnes qui travaillent dans ces milieux à porter assistance à une personne qui

présente une carte indiquant qu'elle a des difficultés à lire et à écrire. Dans ce cas, la démarche consiste à poser des gestes pour rendre visible le droit de vivre dans un monde où l'écrit domine.

Nous pouvons aussi inclure dans ce type de démarche le travail de lutte contre le **racisme** qui mise sur la sensibilisation pour amorcer des changements structurels au sein d'une société qui en a besoin.

## Une démarche du « Je » au « Nous »

---

Une autre façon de comprendre une démarche s'avère être le passage d'un enjeu individuel à un enjeu collectif. L'expression **du « Je » au « Nous »** est une articulation de ce passage souvent difficile. L'idée que l'ÉPA part du vécu et des préoccupations des personnes qui vivent une oppression ou une problématique commune en est une autre expression.

**Une personne vient d'abord dans un groupe non pas pour se faire conscientiser, mais parce qu'elle a un besoin concret.** Parce qu'elle cherche une solution à son problème. Un groupe de femmes dans le Centre-du-Québec exprime bien cette idée :

On commence en individuel, il y a des femmes qui ne sont pas prêtes à être en groupe. On a les mardis pm avec des activités libres et gratuites, sans inscription. Une femme va venir pour la première fois, c'est un pas vers le groupe. Ça va faire le pont et après elles veulent passer au groupe.

Le passage de « mon problème » à « notre problème » mène souvent à un changement dans la vie d'un individu. Quand les gens comprennent que « Osti c'est pas moi le responsable », leur vie change. C'est là, quand « les gens comprennent qu'ils sont pas tous seuls dans leur situation », que l'on s'aperçoit que l'ÉPA est un processus.

Du « Je » au « Nous ». Ce qu'on vit, peut-être qu'il y a quatre autres femmes qui le vivent aussi. La conscience. L'action collective, les choses qui nous dérangent, qu'est-ce qu'on peut faire? C'est l'ÉPAF, l'éducation populaire autonome féministe.





L'idée de bâtir une communauté est reliée au concept du « Je » au « Nous ». De mettre ensemble des populations qui n'ont pas nécessairement l'habitude de se fréquenter peut donner lieu à des collaborations intéressantes. À titre d'exemple, de voir des personnes sourdes échanger avec des personnes malentendantes a été nommé comme le **fruit d'une démarche en cours** dans un groupe. En effet, des divisions peuvent exister entre deux communautés parce que les besoins ne sont pas les mêmes. Cette idée de « créer des liens comme ça entre les communautés » n'a du sens que dans le contexte d'une démarche qui dure dans le temps.

Le défi de tisser des liens en vue de créer une communauté se vit dans tout organisme qui se veut un **milieu de vie**. Plusieurs des groupes rencontrés: groupes d'alphabétisation populaire, cafés populaires, centres de femmes, maisons de quartier, groupes de personnes sur l'aide sociale se définissent ainsi. Ce qui les distingue c'est qu'un même groupe de personnes peuvent les fréquenter de façon récurrente. Cette fréquentation facilite la réalisation de démarches puisque celles-ci nécessitent une implication continue. Plusieurs de ces groupes ont créé un poste spécifique pour animer le volet « milieu de vie », dans l'idée de faire avancer leurs démarches en ÉPA:

On inclut là-dedans l'accueil, il y a une personne qui travaille au milieu de vie donc elle est disponible [...] Elle jase avec les gens, elle boit une quantité impressionnante de café et donc l'idée étant qu'elle est là pour les personnes. C'est pas quelqu'un qui s'en va en représentation, non c'est une personne terrain je dirais. Et on a aussi une activité, un projet avec les personnes âgées dont l'objectif est de briser l'isolement et pour ce faire, on vend des petits plats congelés très très peu chers et les gens viennent les acheter en quantités limitées. On limite les quantités, l'objectif c'est vraiment d'avoir un prétexte pour venir prendre un café puis jaser, donc ça, c'est plus un milieu de vie.

## La COVID comme briseuse de démarches!

---

L'impact de la **COVID** sur les pratiques d'ÉPA n'est pas à négliger. Si les gens s'entendent pour dire que l'ÉPA consiste à concevoir une démarche qui permet de rassembler les personnes afin de poser des gestes pour améliorer une situation, la crise sanitaire a freiné, et dans certains cas a même étouffé, l'élément central des démarches qui est de rassembler les personnes. Aux dires d'une intervenante dans un groupe de défense des droits :

Par zoom on fait des rencontres individuelles, pis je pense qu'on est capable de connecter quand même avec les gens. Mais il y a rien de pareil qu'une gang de personnes qui ont une situation similaire pis qui se jasant entre eux avant que la rencontre commence. Il y a rien de mieux pour créer des liens.



# L'ÉPA développe des apprentissages et des réflexions critiques dans une optique de conscientisation



- Est-ce que nos groupes sont considérés comme des lieux d'apprentissage?
- Est-ce que la démarche part ou tient compte des préoccupations des gens et de leur compréhension des injustices contre lesquelles il faut se battre?
- Est-ce que tous et toutes sont à la fois personnes apprenantes et formatrices?
- Est-ce que la démarche permet de mieux comprendre les oppressions et les privilèges qui engendrent des rapports de domination (capitalisme, racisme, sexisme, capacitisme, classisme, colonialisme, cadre hétéronormatif, etc.)?





LIEUX D'APPRENTISSAGE  
PRÉOCCUPATIONS DES GENS  
**CONSCIENTISATION**  
MIEUX COMPRENDRE ANALYSE **CRITIQUE** INFORMEL

## 2. L'ÉPA développe des apprentissages et des réflexions critiques dans une optique de conscientisation

Dans cette section, nous traitons du critère #2 de la définition de l'ÉPA : *qui développe des apprentissages et des réflexions critiques dans une optique de conscientisation*. Les personnes rencontrées lors de la tournée de recherche-formation et des entrevues s'inscrivent dans une perspective d'éducation tout au long de la vie. Cette éducation se fait dans de nombreux lieux, de diverses façons et à tous âges, mais pas comme à l'école! L'éducation populaire autonome est une approche pédagogique qui vise à développer des **apprentissages** et des **réflexions critiques** dans une optique de **conscientisation**. Cette conscientisation se fait tout au long d'une démarche qui a pour but une transformation sociale dans le sens de la justice sociale. Les apprentissages sont nécessaires à la conscientisation qui, elle, est nécessaire à la mobilisation pour les luttes sociales.

# Est-ce que nos groupes sont considérés comme des lieux d'apprentissage?

Les personnes participantes à la recherche considèrent effectivement que les groupes d'éducation populaire autonome sont des lieux d'apprentissage. Les pratiques répertoriées démontrent une grande diversité dans l'utilisation de moyens pédagogiques. Ceux-ci peuvent être utilisés dans les différentes étapes d'une démarche d'éducation populaire autonome.

## Les ateliers sont au cœur des pratiques

---

Les ateliers offerts par les organismes portent sur toutes sortes de contenu : sexualité, identité de genre, aide aux devoirs, initiation à l'informatique, etc. La volonté de sensibiliser sur différents enjeux à travers des ateliers est très présente dans les groupes. La sensibilisation peut passer par la transmission d'informations, l'échange d'expériences et de connaissances. Elle amène les personnes à **remettre en question** certaines idées et à **déconstruire des stéréotypes**. On retrouve des ateliers de sensibilisation au racisme, à l'égalité des sexes, à la contraception, aux réalités des personnes sans statut et aux réalités LGBTQ+<sup>7</sup>. Informer et éduquer sur les droits est bien entendu fondamental pour les organismes de défense collective des droits. On parle alors d'ateliers d'information et de formations pour éduquer sur les droits, par exemple les droits des locataires, ou encore pour vulgariser des lois complexes comme celles de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi.

Des objectifs d'apprentissage sont aussi atteints dans d'autres contextes, à travers des échanges lors d'activités festives, de visionnement de film, de partage de vécu, autant d'occasions pour provoquer la discussion sur toutes sortes de sujets : consommation, dettes, politique, etc.

---

7 LGBTQ+: personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queer et autres qui existent hors du champ hétéronormatif et cisnormatif.



Les groupes ont un rôle éducatif qu'ils remplissent en mettant en place des espaces qui permettent de mieux comprendre, à partir des réalités des personnes, le monde dans lequel on vit et ses rapports de pouvoir. Ils conçoivent des formations pour faire prendre conscience d'injustices; c'est notamment le cas des formations sur les catégories à l'aide sociale puisqu'elles sont basées sur des préjugés. Provoquer une prise de conscience est une préoccupation importante pour plusieurs groupes. Parmi les moyens répertoriés, le **café-rencontre** est très souvent utilisé dans cet objectif. Il permet de rejoindre une population diversifiée et nombreuse sur toutes sortes de sujets, souvent choisis par les membres d'un organisme. L'**accompagnement des personnes** est une autre pratique éducative fréquente, surtout dans les maisons des jeunes puisqu'on cherche à les guider et à les outiller.

## On apprend, mais pas comme à l'école

---

Aussi diverses qu'elles puissent être, **les pratiques d'éducation populaire autonome se distinguent du système scolaire**. L'éducation populaire est une forme d'**éducation des adultes** qui développe des apprentissages dans de nombreux lieux. Elle fait appel à divers moyens pédagogiques. À l'origine, elle s'adressait aux classes populaires, populations généralement peu scolarisées. Aujourd'hui encore, plusieurs personnes qui fréquentent les groupes d'ÉPA sont peu scolarisées. Ceci est à prendre en considération, surtout dans des contextes d'**alphabétisation des adultes** où plusieurs personnes ont vécu des expériences négatives à l'école. Ces expériences peuvent influencer leur rapport à l'apprentissage.

Généralement, l'éducation populaire et l'alphabétisation populaire favorisent des approches non scolarisantes. En alphabétisation populaire, c'est à travers l'apprentissage de la lecture et de l'écriture que se développent des apprentissages et des réflexions critiques pouvant mener à la conscientisation.

On fait de l'éducation, mais autrement. Donc, on ne veut pas avoir l'air de l'école. Malgré que des fois, il y a des membres qui, c'est très rare là, mais il y en a qui disent : « Ah, j'ai aimé ça l'activité de français, pouvez-vous me donner des devoirs? J'aimerais ça pratiquer les verbes ».



Ça peut arriver, mais c'est quelque chose duquel on veut s'éloigner parce que c'est pas l'image ou la vraie nature de l'alphabétisation, de l'alpha pop, de l'éducation populaire.

## L'importance de l'informel

---

Beaucoup d'apprentissages se développent dans l'informel, c'est-à-dire dans des **moments qui ne sont pas nécessairement planifiés**, mais qui permettent d'échanger. Un café populaire géré par et pour les membres d'un organisme devient le lieu d'échanges sur l'actualité qui permet d'aborder des enjeux politiques. Une **cuisine collective** rassemble des personnes qui échangent à la fois sur comment faire des crêpes et sur la loi sur l'aide sociale. Une maison des jeunes propose des activités toujours en pensant à un volet éducatif, tout en soulignant l'importance de l'informel. Une participante nous dit qu'un **souper**, une **partie de cartes**, un **voyage en autobus** sont des moments précieux pour discuter informellement avec des jeunes, qu'il s'agit d'autant d'occasions pour les amener à se questionner sur certains sujets. Les moments informels contribuent à sensibiliser et à conscientiser jeunes et moins jeunes.

## Est-ce que la démarche part ou tient compte des préoccupations des gens et de leur compréhension des injustices contre lesquelles il faut se battre?

Partir des préoccupations des gens et de leur compréhension des enjeux qui les entourent est un principe fondamental de l'ÉPA. Cette recherche confirme la centralité de ce principe que l'on peut décortiquer en trois temps :

- On part du **vécu des gens** et collectivement on identifie un problème à aborder;



- On fait appel à **diverses pratiques pédagogiques** pour en arriver à une compréhension commune des injustices (parfois avec le soutien d'un outil de vulgarisation);
- On s'assure que les **premières personnes concernées demeurent au cœur** de la démarche.

Il faut que les personnes concernées soient au cœur de la démarche qu'on va faire, ça, c'est clair. Donc, ça moi comme je ne suis pas dans un groupe de base, nous ce qu'on fait c'est qu'on passe par les groupes membres, puis avec les groupes membres, on essaie le plus possible de leur donner les outils pour qu'ils puissent [...] aller consulter les personnes concernées. Mais les personnes concernées sont toujours bienvenues dans nos rencontres [...] C'est-à-dire que les groupes membres quand ils viennent à nos rencontres, ils viennent souvent accompagnés de membres de la base, donc leur voix est entendue, leur opinion est entendue [au même titre] que les permanents des groupes. Je veux dire, ils ont le même pouvoir de participer aux décisions.

Les personnes rencontrées lors de la tournée et des entrevues s'entendent pour dire que **c'est le vécu des personnes qui nourrit une démarche d'ÉPA**. Ceci est vrai autant dans la formulation du problème que dans les actions qui seront entreprises dans la démarche. Une pratique répandue dans les milieux est l'instauration d'**espaces de partage des vécus** puisque c'est à partir de ces vécus partagés qu'on se conscientise collectivement. Les échanges et les partages entre les personnes sont une source d'apprentissages. Chacune amène son bagage et chacun met en commun ses façons de faire et de comprendre le monde.

C'est quelque chose qu'on veut propager le plus possible pis ce qu'on se dit, en fait, c'est qui les meilleurs experts? Il y a pas de meilleurs experts que les gens qui vivent la situation pour connaître la situation pis pour trouver des solutions.

Les différentes instances d'un organisme jouent un rôle dans la participation des membres. Ces instances sont des espaces où les membres peuvent se faire entendre et prendre des initiatives. Pas juste

au sein de leur organisme, mais aussi dans les lieux de représentation à l'extérieur des groupes. À ce propos, une coordonnatrice nous dit :

De prendre la parole, nous, dans toutes les rencontres qu'on fait, on a toujours des bénévoles, on s'assure que les personnes [sont] dans les tables de concertation. C'est souvent juste des travailleurs, des travailleuses qui sont dessus. Nous, on délègue des personnes âgées pour qu'eux puissent donner leur voix.

## Faciliter la prise de parole

---

À la lumière des propos tenus pendant la tournée et les entrevues, un constat se dégage : encourager la **prise de parole** c'est de l'ÉPA! En fait, en éducation populaire autonome, on ne veut pas que l'encourager, on veut aussi et surtout la valoriser.

Que les gens reprennent la parole, que les gens s'informent comme il faut, pis qu'ils deviennent [...] des citoyens engagés [...] qui prennent position dans leur communauté [...] C'est vraiment un des objectifs aussi de [notre travail], la reprise de parole.

La prise de parole peut se faire sous forme de **témoignage** afin de sensibiliser la population à des réalités peu connues. Par exemple, une femme sourde s'offre pour faire un témoignage à l'université sur les défis de participation des personnes sourdes.

Puis c'est une femme qui vit une situation de santé particulière qui fait qu'elle ne peut pas retourner sur le marché du travail, déjà combiné dans un monde capacitiste qui va discriminer à l'embauche. Ben elle peut avoir eu ses perspectives comme bloquées, mais le fait qu'elle peut prendre du pouvoir dans son association, dans sa communauté, puis agir comme représentante, créer une représentation super positive de la surdité, ça doit tellement faire du bien à son estime.



La prise de parole pour des personnes marginalisées peut poser un grand défi, surtout celle qui se positionne ou qui revendique. Cette prise de parole peut être signe d'une reprise de pouvoir sur sa vie. Elle est bien souvent le fruit d'une démarche d'ÉPA. Les travailleuses disent qu'il s'agit d'un processus dans lequel elles accompagnent les personnes à développer cette capacité de prise de parole en les outillant. Elles les aident à organiser un discours selon le public visé et en s'assurant que cette prise de parole se fait dans un espace bienveillant. Une travailleuse décrit son rôle en ces mots :

De les équiper, entre parenthèses, sur comment parler, sur comment prendre la parole, sur comment divulguer des informations autour d'eux. Je pense que c'est ça faire de l'éducation populaire.

Ce processus d'apprentissage vers une prise de parole est lié à l'**empowerment** parce qu'en plus de développer des compétences, la personne découvre que sa voix est importante et mérite d'être entendue.

Dans le passé, la dame: « Ah oui oui, tout est correct ». Maintenant on voit : « Non, moi je suis pas d'accord avec ce point-là ». On voit qu'elle a pris confiance en elle, qu'elle est plus apte [...] qu'elle se sent plus à l'aise de dire si oui ou non si ça lui convient.

## Apprendre de la diversité des cultures et des vécus

---

Les personnes rencontrées nous disent réfléchir à la place laissée dans leur organisme aux préoccupations des premières concernées. Elles soulignent les défis que cela pose. En défense collective des droits, les personnes sont souvent aux prises avec des lois et des règlements très complexes. Dans le cadre de leur travail, la permanence des groupes développe une expertise. Cette expertise peut les amener à prendre les devants de la scène et à accaparer beaucoup de temps de parole. Dans un contexte d'alphabétisation populaire, les animatrices sont considérées comme celles qui détiennent les savoirs parce qu'elles sont plus scolarisées. Elles se retrouvent alors en situation de pouvoir.

Une façon de comprendre les rapports de pouvoir est de les aborder en termes de **domination culturelle** (Filion, 2005)<sup>8</sup>. La domination culturelle a plusieurs effets néfastes, dont la valorisation d'une culture, au détriment d'une autre. La culture est exprimée par des marqueurs sociaux qui placent des groupes de personnes en situation de pouvoir par rapport à d'autres. Dans cette dynamique, il y a valorisation des codes et conduites appartenant à une culture plutôt qu'à une autre.

Ce qui est entendu ici par **culture** ne se limite pas à la provenance d'un pays. La culture peut être liée à la classe sociale, on parle alors d'une culture de classe. Elle peut être liée au fait d'être alphabétisé ou pas. Ou encore le fait d'entendre et de faire partie de la culture entendante ou de la culture sourde. Il existe aussi des différences culturelles entre les générations et on peut même parler de culture liée au genre. Les espaces d'échange et de partage de vécu doivent être pensés de sorte à tenir compte des rapports de pouvoir entre les différences culturelles et de valoriser les connaissances et façons de faire des personnes qui sont les premières concernées par les démarches entreprises.

Tout ce qu'on fait dans la maison des jeunes vient d'eux!

Une travailleuse d'une table régionale vient rencontrer les membres d'un groupe d'alphabétisation pour personnes sourdes afin de parler d'une campagne sur la justice sociale et climatique. On lui demande d'adapter son rythme d'animation à l'interprète qui doit la suivre dans ses propos et dans les éléments qu'elle présente visuellement. Par cette expérience, elle apprend de la communauté sourde à adapter ses animations. En permettant aux personnes présentes de participer activement dans le processus de mobilisation par l'adaptation des moyens de communiquer, nous pouvons penser que cela les rend plus susceptibles de se mobiliser pour la justice sociale et climatique.

---

8 Esther Filion (2005). *Les pratiques démocratiques dans les groupes d'alphabétisation populaire: Libération ou insertion culturelle?* Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.



La mise en commun des différences culturelles est aussi perçue par les personnes rencontrées comme une richesse. Les groupes d'ÉPA aménagent des espaces qui favorisent des échanges culturels. Une cuisine collective permet de découvrir ensemble des mets de différents pays, des brunchs solidaires mettent en contact des personnes intervenantes avec des personnes sourdes et un jardin collectif permet les échanges intergénérationnels.

## Les premières concernées au cœur de la démarche

---

Certaines personnes rencontrées nous ont dit qu'elles travaillaient à développer des façons de faire qui tiennent compte de ces rapports de pouvoir afin de vraiment partir de la base. Elles valorisent donc les activités où les personnes participantes prennent la parole et dans lesquelles les travailleuses n'ont pas une posture d'expertes. Ce sont des activités où chaque personne, peu importe sa position dans le groupe, peut mettre son savoir à contribution. Ceci permet des échanges plus égalitaires. Voici quelques exemples de pratiques recueillies :

- Lors d'une rencontre d'un groupe **pour femmes monoparentales**, ce sont les participantes et non les travailleuses qui donnent l'information. La rencontre prend en compte **l'expertise des participantes**. Par exemple, une mère qui a l'expertise concernant son enfant autiste;
- Pour une campagne de sensibilisation contre **la discrimination**, un groupe crée des vidéos avec des membres de la communauté LGBTQ+ qui vivent des discriminations. Les exemples illustrés sont **tirés de leur vécu** et ce sont les personnes qui vivent les discriminations qui se mettent en scène dans les vidéos;
- Un groupe de défense des droits des personnes chômeuses invite les personnes qui sollicitent leur aide à une rencontre de groupe. Dans cette rencontre, en plus de la diffusion d'information, il y a aussi de la place pour les **échanges entre les personnes** présentes;

- Lors d'un café-rencontre, un groupe invite des personnes expertes d'un CALACS<sup>9</sup> pour parler de l'enjeu des agressions sexuelles. L'animation de l'activité est **confiée à des membres** du groupe invitant. Un moyen de naviguer entre expertise et initiatives des membres.

## Est-ce que tous et toutes sont à la fois personnes apprenantes et formatrices?

Dans une démarche d'ÉPA, il est important de se demander qui possède les savoirs et qui est en posture d'autorité pour les transmettre. Les personnes qui font de l'ÉPA conçoivent un autre modèle éducatif que le modèle d'éducation bancaire critiqué dans la *Pédagogie des opprimé-es* de Paulo Freire<sup>10</sup>. L'ÉPA se veut une forme d'éducation qui part non seulement des réalités des personnes, mais aussi des savoirs qu'elles ont développés à travers leurs expériences et leur compréhension des situations qu'elles vivent et ont vécues.

La démarche d'ÉPA tente alors de coconstruire des savoirs entre les membres et les personnes qui travaillent dans un groupe. Ainsi, les pratiques recueillies nous démontrent que les personnes travailleuses apprennent autant que les membres. Comme nous l'avons vu, elles apprennent dans les espaces où les vécus sont partagés. Ces vécus leur permettent de faire des liens avec leur compréhension souvent théorique des injustices. Elles apprennent en s'ouvrant à d'autres cultures et en s'adaptant à la diversité des populations à qui elles s'adressent. Elles apprennent aussi dans les initiatives et prises de parole des membres qui vivent les injustices qu'elles dénoncent.

---

9 CALACS : Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel.

10 L'éducation bancaire consiste en une personne enseignante qui dépose des connaissances et des savoirs dans la tête d'une personne apprenante passive, tout comme on ferait des dépôts d'argent à la banque. Voir Freire (1968). Réédité en 2021, Éditions de la rue Dorion, p. 76.



Ok tout le monde est sur le même plancher des vaches. [...] Une plateforme de revendications, pourquoi c'est important puis comment on va le faire? Là j'aimerais ça qu'on soit vraiment tous en train d'apprendre en même temps.

## Apprentissage bidirectionnel

---

Une animatrice en alphabétisation auprès des personnes sourdes nous explique qu'elle actualise le sens de l'éducation populaire avec les personnes sourdes. Celles-ci guident les animatrices dans leurs communications en langue des signes québécoise (LSQ) et les personnes participantes bénéficient du fait que l'animatrice est de culture entendante et parle français. Ces échanges amènent des réflexions sur le concept d'éducation populaire et la façon dont il est interprété en LSQ. Il ne s'agit pas simplement de signer le mot « éducation » et de signer le mot « populaire ». Selon les personnes participantes, le concept « éducation populaire » nécessite l'invention d'un tout nouveau signe.

Le signe qu'on a choisi c'est l'éducation populaire, donc c'est de la main gauche et la main droite vont se nourrir mutuellement, donc c'est bidirectionnel [...] C'est comme le côté gauche nourrit le côté droit et le côté droit nourrit le côté gauche.

Par la création de ce signe, les personnes sourdes contribuent à l'apprentissage de tous ceux et celles qui pratiquent l'ÉPA en mettant l'accent sur une idée centrale en éducation populaire : **l'apprentissage se fait dans les deux sens**, il est bidirectionnel.



# Est-ce que la démarche permet de mieux comprendre les oppressions et les privilèges qui engendrent des rapports de domination (capitalisme, racisme, sexisme, capacitisme, classisme, colonialisme, cadre hétéronormatif, etc.)?

Prendre conscience de l'existence d'oppressions et de rapports de domination et comprendre que ce qui nous arrive est lié à des structures qui oppriment est une étape préalable à la mobilisation. « C'est pas ta faute si t'es opprimé.e! » Cette prise de conscience peut être déculpabilisante et amener les personnes à agir pour combattre ces structures. Ce sont les fruits d'un processus d'ÉPA.

D'après ce qui a été mentionné dans les pratiques répertoriées, cette prise de conscience peut être suscitée de différentes façons. Voici des exemples de pratiques qui développent ce type d'apprentissages :

- Atelier donné à des groupes par une **table régionale** visant à reconnaître les oppressions;
- Formation donnée à des personnes sur l'**aide sociale** pour prendre conscience que les catégories à l'aide sociale sont basées sur des préjugés et que les mesures actuelles ne permettent pas d'en sortir;
- Formation dans un groupe de **femmes** qui augmente leur conscience de ce qu'elles vivent dans leurs relations, aborde les origines des oppressions (ex. : enfance, société) et les amène à mieux comprendre les rouages du système patriarcal;
- Sensibilisation auprès des groupes en opposant mythes et réalités sur la **diversité sexuelle** afin de déconstruire les préjugés.

Oui, l'oppression, elle est là. Lutter contre les injustices quand tu es au chômage, t'as des problèmes, tu es en crise, c'est difficile de se mobiliser, d'affronter le discours de la société pour te mobiliser.



Dans ces pratiques, les échanges et les partages de vécus sont souvent des points de départ pour faire ressortir des **structures de pouvoir** telles que le capitalisme et le patriarcat. Le développement de la prise de conscience peut aussi servir à démystifier certaines croyances qu'entretiennent des personnes opprimées et qui sont des freins à leur mobilisation. Par exemple, des personnes en situation de handicap qui ont peur de critiquer le manque d'accessibilité :

L'accessibilité universelle est pointée du doigt. Capacitisme, l'accessibilité, l'institution, les rapports de pouvoir, la négligence. Si les gens critiquent le système, ils pensent qu'ils n'auront plus de services. Nous avons discuté de ça.

## **La pauvreté : une oppression toujours d'actualité**

---

En continuité avec les racines du mouvement d'ÉPA, le **capitalisme** (aujourd'hui sous sa forme néolibérale) est le système d'oppression qui est le plus critiqué, quoique pas toujours nommé en ces termes. Il est plutôt question de **la pauvreté**. Les inégalités causées par le capitalisme sont la préoccupation qui est ressortie le plus souvent dans les 112 groupes rencontrés. Qu'elle soit abordée sous l'angle des conditions de vie, de la lutte des classes, des inégalités sociales ou de la répartition de la richesse, la lutte à la pauvreté est à l'origine de plusieurs démarches d'ÉPA. Elle peut toucher à la **dignité**, aux **préjugés** auxquels font face les personnes en situation de pauvreté, au **manque d'accès** à des services publics, au transport, à des **revenus suffisants** ou à un **logement**. Il est aussi question de manque d'accès à l'information nécessaire pour répondre à des besoins.

La **complexification des services via les technologies** est pointée du doigt par les personnes rencontrées et désignée comme responsable des inégalités d'accès aux services. L'exclusion causée par la fracture numérique touche davantage les personnes peu alphabétisées, sourdes, malentendantes et âgées. Cette exclusion est d'autant plus lourde de conséquences lorsque ces personnes sont en situation de pauvreté.

La pauvreté fait l'objet de démarches d'éducation populaire autonome qui mènent à des luttes. Les groupes déploient alors une panoplie de

moyens éducatifs pour aider à mieux comprendre les liens entre la pauvreté et d'autres besoins, tels que le transport en commun ou l'accès à des services de proximité. Ces démarches sont souvent liées au respect des droits des personnes : droit à l'information, droit à des services, droit à l'accessibilité, droit à la dignité.

## À l'intersection d'oppressions

---

Comme l'ÉPA s'intéresse aux causes à l'origine des oppressions, les travailleurs et travailleuses en ÉPA ne peuvent faire fi des axes de division sociale qui vulnérabilisent davantage certaines populations. Ainsi, comme expliqué par une travailleuse en défense des droits des personnes âgées, les **femmes âgées** sont plus susceptibles de se trouver dans une situation de précarité financière. Cela s'explique par le fait que leurs revenus de retraite sont souvent moins élevés que ceux des hommes – ayant travaillé toute leur vie sans nécessairement être rémunérées, ou si elles l'étaient, avec des salaires moindres que ceux des hommes.

Lors de séances d'informations collectives pour outiller les personnes à faire une demande de prestations, la travailleuse informe les personnes sur les démarches à suivre tout en souhaitant susciter leur indignation en les sensibilisant aux injustices systémiques du programme d'assurance-emploi. Ce programme défavorise davantage **les femmes et les personnes immigrantes ou racisées**. En effet, les femmes sont plus nombreuses à travailler à temps partiel, entre autres parce que ce sont elles qui, la plupart du temps, prennent en charge la famille. En ce qui concerne les personnes immigrantes ou racisées, la recherche d'emploi est plus longue et ardue parce qu'elles vivent de la discrimination dans les processus d'embauche.

Le terme **intersectionnalité** n'a pas été nommé par toutes les personnes qui ont donné des exemples dans lesquels différentes populations se retrouvaient à l'intersection de plusieurs oppressions. Bien qu'elle ne soit pas toujours identifiée comme telle, une analyse intersectionnelle est présente dans plusieurs propos que nous avons recueillis.



Les **axes de division sociale** suivants ont été abordés : le sexe, l'âge, la race, le statut dans un pays, la surdité, l'analphabétisme, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et la classe sociale. Ces axes de division sociale sont compris comme donnant lieu à des rapports de domination : la famille des « isme » (sexisme, racisme, âgisme, capacitisme, hétérosexisme, cissexisme<sup>11</sup>, classisme, colonialisme, capitalisme). Ces « ismes » sont mis en relation à d'autres enjeux tels que le logement, les conditions de travail et la violence, qui font l'objet de luttes sociales dont plusieurs sont liées à la pauvreté.

## Identifier les privilèges

---

La compréhension des différents systèmes d'oppressions et leur imbrication se retrouvent très souvent dans les discours des personnes rencontrées.   titre d'exemple, certaines nous ont parlé d'un atelier destiné aux personnes travailleuses du communautaire dont l'objectif est de mieux comprendre les privilèges et les oppressions liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Il vise aussi à prendre conscience des rapports de pouvoir qui en découlent.

C'est vraiment pas le problème de la surdité. La surdité n'étant pas un problème, c'est plus le fait qu'on ne vit pas dans un monde qui est adapté pour personne.

---

11 « Système de comportements, de représentations et de discriminations favorisant les personnes cisgenres au détriment des personnes trans ». Définition tirée du dictionnaire en ligne *La langue française*.

Si les oppressions ont beaucoup été discutées, la question des privilèges a été moins abordée. Parmi les personnes rencontrées, trois privilèges ont spécifiquement été identifiés comme tels : savoir lire et écrire dans une société de l'écrit, être entendante dans une société qui n'est pas adaptée aux personnes sourdes et malentendantes, être cisgenre<sup>12</sup> ou hétérosexuelle dans une société cisnormative et hétéronormative.

J'écris, je lis, je parle au téléphone. Je suis consciente de mes privilèges, mais des fois dans la position dans laquelle je suis, je suis comme plus capable, ou je suis plus habilitée à faire de la défense de droits, mais je ne veux pas que ce soit moi qui sois en position de faire ça. Ça, je trouve que c'est un enjeu. C'est comme j'ai beaucoup de bagages, j'ai beaucoup de connaissances, j'ai des idées de comment je voudrais davantage m'outiller, mais ça devrait pas juste être l'employée entendante qui en bénéficie. Je sais pas si ça fait du sens, mais il y a comme un partage d'accès à l'information qui doit être équitable, mais surtout redonner aux sourds et aux sourdes et aux personnes malentendantes leur position d'agir sur leur communauté.

---

12 « Personne dont l'identité de genre est en concordance avec son sexe déclaré à l'état civil. » Définition tirée du dictionnaire en ligne *La langue française*.



## Les groupes sont encore des lieux d'apprentissage!

---

Les groupes sont définitivement des lieux dans lesquels on développe des apprentissages et des réflexions critiques. L'aspect conscientisation à travers les apprentissages et les réflexions critiques est un long processus dans lequel tous et toutes apprennent. Pas besoin de tout savoir avant de s'embarquer dans la lutte parce que **c'est aussi en luttant qu'on apprend**. Celle-ci permet de développer une capacité d'analyse qui sera abordée dans la section portant sur la lutte (critère #5).





# L'ÉPA implique des citoyens et des citoyennes





# L'ÉPA implique des citoyens et des citoyennes

- Est-ce que la démarche suscite l'implication, l'engagement ou la mobilisation des citoyens et citoyennes, c'est-à-dire des membres ou du grand public?
- Est-ce que la démarche prend les moyens pour impliquer une pluralité de personnes dans le respect de leur diversité?
- Est-ce que les forces et limites de chacun et chacune sont prises en considération?



FORCES ET LIMITES  
VIE ASSOCIATIVE  
**IMPLICATION**  
ENGAGEMENT DIVERSITÉ AGENT MULTIPLICATEUR

### 3. L'ÉPA implique des citoyens et des citoyennes

Dans cette section, nous traitons du critère #3 de la définition de l'ÉPA : *qui implique des citoyens et des citoyennes*. Nous y présentons des pratiques qui traitent de multiples façons d'impliquer les personnes citoyennes. Nous y abordons également la diversité et les forces et limites de chacun et chacune lorsqu'il est question d'engagement et de mobilisation. Attention! Comme mentionné dans l'encadré de la page 8, l'implication citoyenne doit être comprise comme la participation à la société de toute personne habitant le Québec, peu importe son statut au sein de cette société.

# Est-ce que la démarche suscite l'implication, l'engagement ou la mobilisation des citoyens et citoyennes, c'est-à-dire des membres ou du grand public?

Dans une démarche d'ÉPA, on cherche à impliquer les personnes sur les enjeux qui les touchent, d'abord au sein de leur groupe et ensuite dans la société. Puis, on les accompagne pour qu'elles agissent auprès de leur entourage, sur des personnes en position de pouvoir au gouvernement ou dans d'autres organisations, afin de faire changer les choses.

Différents moyens sont mis en place pour susciter l'implication citoyenne au sein des groupes. On peut impliquer les membres à l'intérieur de l'organisme par le biais de comités ou d'instances décisionnelles comme le **conseil d'administration**, les **assemblées générales** et les **comités de travail**. On peut aussi les mobiliser autour d'une lutte qui les concerne. Dans ce recueil, on entend par implication toute action qui incite une personne à s'engager envers le groupe ou dans une démarche d'ÉPA.

## Les activités comme porte d'entrée

---

Les activités sociales, comme les fêtes ou repas populaires, servent souvent de **porte d'entrée** pour développer un sentiment d'appartenance. Ce sentiment d'appartenance peut jouer un rôle dans l'implication et la mobilisation des personnes qui fréquentent un groupe. En plus des personnes participantes, les activités sociales peuvent aussi rejoindre les membres de leur famille, leurs amies et les personnes de leur voisinage. Avant d'impliquer des personnes dans un groupe, il faut d'abord les rejoindre afin de répondre à leurs besoins. Pour ce faire, les groupes :

- Initient gratuitement des gens à l'**utilisation d'Internet**;
- Font des **cuisines collectives**;



- Offrent du **dépannage alimentaire** par le biais de dons de nourriture ou de repas à bas prix;
- Organisent des **fêtes populaires**;
- Mettent sur pied un **café communautaire**;
- Aident les gens à faire **leurs impôts**.

Une autre façon de rejoindre les gens est la promotion des groupes. Les groupes déploient différents moyens pour faire connaître leur travail et inviter les personnes à fréquenter les organismes. L'affichage dans le quartier, les infolettres et les tournées d'appels permettent de rejoindre une population qui n'est pas branchée à l'Internet – et donc laissée pour compte par des moyens technologiques de communication plus à la mode.

Enfin, plusieurs groupes ont souligné l'importance des **moments de rassemblement** (soit des cafés-rencontres ou des dîners communautaires) et des **lieux physiques** (un café populaire, une salle communautaire) qui permettent ces rassemblements. Outre l'objectif de rassembler les personnes d'un même quartier ou vivant une même problématique, ces moments et ces lieux permettent de mobiliser des gens pour d'autres actions, comme les manifestations pour le logement, contre la pauvreté, pour la justice climatique, etc. Les groupes organisent un tas d'activités qui nourrissent des démarches en cours.

## La vie associative

---

La vie associative est toute forme d'implication qui facilite la démocratisation et la prise en charge collective d'un groupe. Cette implication des membres est toujours réalisée à titre de bénévole. Elle demande aux personnes de donner de leur temps, leurs savoir-faire et leurs idées. Souvent, l'implication dans la vie associative se vit au sein d'un comité :

- Les membres d'un centre d'éducation populaire qui fréquentent une salle informatique sont invités à prendre part aux décisions relatives au fonctionnement de la salle et des ateliers qui y sont donnés;

- Des femmes racisées avec des femmes alliées forment un comité afin de lutter contre le racisme. Cette implication tire son origine de la participation des membres à l'assemblée générale, une autre forme d'implication à la vie associative.

Une vie associative active dans un groupe reflète une préoccupation pour la vie démocratique. Dans cette perspective, la vie associative dépasse le seul objectif de socialisation. Elle se veut un espace de partage du pouvoir, un thème qui revient souvent dans ce recueil. Les **assemblées générales** et le **conseil d'administration** (CA) font partie de la vie associative. Ce sont des espaces décisionnels où on invite les membres à se prononcer sur les enjeux relatifs à la vie collective du groupe. La **place des membres au sein du conseil d'administration** revient régulièrement dans les propos recueillis :

- Dans un groupe de femmes, on s'assure qu'une **marraine** (une ancienne du CA) accompagne les nouvelles membres du CA;
- D'autres groupes s'assurent d'offrir une **formation appropriée et adaptée** sur les rôles et pouvoirs d'un CA. Celle-ci est destinée spécifiquement aux membres qui accèdent au CA, reconnaissant ainsi que cette instance est un lieu d'apprentissage;
- Dans une **maison des jeunes**, le CA permet aux ados d'apprendre dans l'action tout en vivant des processus démocratiques. Ces ados doivent consulter leurs pairs afin de bien les représenter, donner leur avis et développer une réflexion sur des questions qui touchent leur milieu de vie.

L'objectif c'est d'informer les citoyens [...] de les informer sur la loi, de leur donner les bonnes informations pour qu'ensuite ces gens-là deviennent des sentinelles puis puissent propager l'information au niveau de la communauté. Je pense que c'est un peu ça de faire de l'éducation populaire.

## Former les agentes et les agents multiplicateurs

L'éducation populaire part des préoccupations des gens. Ensemble, dans le passage du « Je » au « Nous », les personnes deviennent conscientes des enjeux, articulent des solutions et se mettent en action. Puis, elles jasant. Elles jasant dans leur famille, dans leur quartier, à l'épicerie – non pas de la dernière victoire des Canadiens de Montréal (oui, il y en a), mais des enjeux discutés dans leur groupe communautaire. Quand une personne parle à son entourage d'un enjeu débattu et discuté dans son groupe, elle devient une **agente multiplicatrice**. Lors de la tournée et des



entrevues, le concept d'agent multiplicateur a été nommé et le travail d'ÉPA de plusieurs groupes se situe dans cette approche :

- Un groupe qui milite pour le **libre-choix des femmes sur leurs corps** fait de l'éducation populaire par des kiosques dans des lieux publics (comme un centre d'achats) en distribuant des condoms afin de sensibiliser à la contraception. Le message est que si le condom n'est pas pour vous, vous pouvez le laisser à vue pour quelqu'un de votre entourage. Les gens rejoints par les kiosques amènent avec eux une forme de sensibilisation dans leurs milieux respectifs;
- Les personnes qui participent à des cafés-rencontres sont invitées à **propager les idées et réflexions** soulevées dans leurs milieux;
- Les stages au sein des organismes, ainsi que les présentations au cégep ou à l'université à de futures personnes intervenantes sont aussi des façons d'aller chercher des agentes multiplicatrices en formant la relève aux enjeux de justice sociale ainsi qu'à l'approche d'ÉPA.

### **Une personne formée par l'ÉPA devient agente multiplicatrice**

Lors d'une école d'été, une femme sourde est invitée à témoigner à l'université pour parler des défis de participation citoyenne pour les personnes sourdes. Elle est ainsi une agente multiplicatrice.

Son intervention permet aux personnes présentes, peut-être pour la première fois de leur vie, d'avoir un contact avec une personne sourde. Ces personnes, en prenant conscience de la réalité des personnes sourdes, pourraient jouer à leur tour le rôle d'agent multiplicateur en sensibilisant d'autres personnes à cette réalité.

# Est-ce que la démarche prend les moyens pour impliquer une pluralité de personnes dans le respect de leur diversité?

Dans un contexte où le Québec et nos quartiers sont en pleine transition démographique et culturelle, le défi de la **diversité** s'impose, et ce, même à l'extérieur de Montréal et de Québec. Répondre aux exigences de la diversité est complexe. Dans ce recueil, on choisit de situer ce terme dans le **registre de l'inclusion versus l'exclusion**. On veut des pratiques qui incluent et on décourage celles qui excluent. Autrement dit, est-ce que le groupe (ses membres, ses instances, ses personnes salariées, ses services) reflète bien la société qui l'entoure? Est-ce que les personnes qui fréquentent le groupe (personnes salariées, membres, participantes, bénévoles, etc.) se sentent bien accueillies et à l'aise?

Peu de groupes rencontrés disent vouloir mettre en place des règles et politiques pour encadrer la diversité. Un seul groupe mentionne utiliser cette voie :

On a un article de nos règlements généraux qui stipule que le conseil d'administration doit représenter la diversité des chômeurs et chômeuses. On a ça. Est-ce que, en ce moment, ça se reflète? Comme je disais, la vie associative, elle est difficile. En ce moment, je dirais que oui et non au niveau de la diversité.

## Adapter ses pratiques

---

Plusieurs groupes nomment l'importance **d'adapter leurs pratiques** en fonction des personnes qui fréquentent le groupe. Ce qui concerne le contenu, la manière de communiquer et d'animer. Une animation destinée à une population ne donne pas toujours les mêmes résultats pour une autre population. Puisque les personnes à qui on s'adresse sont diversifiées, c'est rare que les animations « clé en main » fonctionnent.



On reçoit quelque chose puis ils disent : vous devez faire telle étape avant telle date, voici comment présenter l'animation, voici les questions à poser et voici maintenant vous allez coller ça là, donc c'est vraiment clé à main. C'est super! Par contre, lorsqu'il faut le penser d'une façon culturellement sourde, ça, c'est un défi!

Adapter son approche, les contenus et les démarches aux premiers concernés fait partie de l'approche d'ÉPA. Les personnes rencontrées nous ont parlé d'une diversité de personnes avec des besoins et spécificités. Des personnes âgées, immigrantes, des jeunes, tous et toutes vivent des réalités distinctes. Des femmes qui ont vécu de la violence, des adultes non scolarisés, des travailleuses et travailleurs avec un permis de travail temporaire, des personnes homosexuelles ou transgenres, des personnes en situation de handicap, des femmes racisées, des personnes sourdes ou malentendantes, des personnes immigrantes sourdes, bref une variété de personnes regroupées autour d'enjeux communs, revendiquant le respect de leurs droits tout en ayant des réalités qui leur sont propres.

Cette diversité doit être prise en compte dans une démarche d'ÉPA, et ce, dès l'amorce de celle-ci. Parfois il ne suffit pas d'inviter les gens à s'impliquer, il faut aussi mettre en place différents moyens pour faciliter leur implication :

- **Vulgariser;**
- **Se déplacer** dans les groupes pour rejoindre les gens;
- Utiliser une approche **par et pour** ;
- Être prêt et prête à **adapter** les démarches à tous moments;
- **Respecter la culture** des personnes participantes.

Comme on s'adresse à des personnes qui pour diverses raisons peuvent être marginalisées, l'**adaptation** devient une composante essentielle. Elle permet d'inclure ces personnes et de contrer l'exclusion à laquelle elles sont susceptibles de faire face.



## Des obstacles à l'inclusion

---

En même temps, les groupes nomment certaines pratiques qui, sans nécessairement le vouloir, finissent par exclure. Parmi celles-ci, on retrouve deux exemples qui se rapportent à la fracture numérique :

- La **complexification de l'accès à l'information** et des services via les technologies et les services en ligne;
- La diminution des services en personne ou par téléphone, **l'absence d'interface humaine**.

La fracture numérique, sans doute exacerbée par la COVID, a introduit de nouveaux moyens de communication au sein des groupes et pour l'ensemble de la société. Ce virage numérique exclut en particulier les personnes analphabètes, âgées ou en situation de pauvreté.

D'autres formes de **discrimination** peuvent également causer de l'exclusion. C'est le cas lorsque des pratiques ne prennent pas en compte les besoins de toutes les personnes, que les personnes sont peu ou mal représentées ou qu'elles ne sont pas traitées de façon équitable. Comme les démarches menées dans les groupes visent bien souvent à lutter contre des formes de discrimination, probablement par souci de cohérence, les groupes sont soucieux de ne pas discriminer au sein même de leurs démarches. Ainsi, des réflexions sur l'inclusion peuvent orienter les pratiques, afin d'éliminer les obstacles à la participation. Voici des exemples de **pratiques inclusives** qui permettent de rejoindre des personnes en tenant compte de la diversité de leurs besoins :

- Offrir les dépliants d'information **en plusieurs langues** : français, anglais et espagnol;
- **Mettre le monde ensemble** en organisant des activités qui rassemblent une diversité de personnes pour permettre les échanges et le contact avec de nouvelles façons de faire, de s'exprimer et de présenter de l'information;
- Se donner des **outils**, comme une formation, pour mieux intégrer les personnes aux prises avec des défis de santé mentale;



- Utiliser des moyens **autres que l'Internet** pour rejoindre les membres comme le téléphone, la poste, l'envoi de communiqués ou d'annonces dans les journaux;
- En région, **organiser du transport** pour les gens qui n'ont pas de voiture.

Voici des exemples de **pratiques inclusives** qui permettent de combattre la discrimination :

- Produire des vidéos et des affiches **pour sensibiliser aux discriminations** liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre;
- Rédiger un guide et concevoir des vidéos pour **lutter contre le racisme**;
- Dans la conception d'une deuxième bande dessinée qui aborde la violence faite aux femmes, **élargir aux violences sur différentes identités** de genre.

## Ouvert à toutes et à tous, mais comment?

---

Il a été soulevé à plusieurs reprises par des groupes de base qu'ils sont ouverts à tout le monde, qu'ils ont un accueil inconditionnel et qu'ils prennent la personne là où elle est. Il s'agit d'une belle démonstration d'ouverture! Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que les approches sont toujours inclusives d'une diversité de personnes. Parfois, les groupes affirment que malgré cette ouverture, ils retrouvent peu de diversité au sein de leurs membres.

En réponse à cela, des regroupements et des groupes de base, qui ont développé une expertise auprès de populations diverses, offrent des formations à d'autres groupes. Ces formations visent à favoriser une prise de conscience du besoin d'adapter et de développer des pratiques plus inclusives. En plus de ces formations, le développement de pratiques plus inclusives peut se faire aussi dans l'action. Plusieurs apprentissages quant aux meilleures façons de tenir compte de la diversité se développent au cours d'une démarche d'ÉPA.

# Est-ce que les forces et limites de chacun et chacune sont prises en considération?

Les personnes qui s'impliquent dans des démarches d'éducation populaire autonome sont des personnes qui vivent souvent des situations précaires. Elles transportent souvent un lourd bagage d'expériences dramatiques, elles peuvent avoir vécu des traumatismes, des situations familiales ou économiques difficiles et complexes. Vivre sur **l'aide sociale** peut amener un vieillissement prématuré et des problèmes de santé dus aux conditions de vie qui rendent difficile la participation à des mobilisations qui demandent une bonne condition physique. Des personnes ayant vécu **l'institutionnalisation** peuvent trouver davantage difficile de se sentir capable de revendiquer et de défendre leurs droits.

## Travailler avec les forces des personnes

---

Le niveau de confort des personnes dans les actions à entreprendre est aussi un élément à considérer. Est-ce que les gens sont prêts à bloquer une rue? Peut-être préfèrent-ils interpellier une personne élue en écrivant une lettre. Le respect des forces et des limites de chacun et chacune devient une clé dans l'implication citoyenne. Les groupes sont bien conscients de cela et mettent en place plusieurs stratégies pour les respecter:

- **Diversifier les moyens de participation** pour tenir compte des capacités, des intérêts et des motivations des personnes;
- **Bien préparer les gens** pour mieux les impliquer;
- Respecter le **rythme d'indignation**;
- Aller chercher **les forces et les expertises** pour les mettre en lumière;
- Sur un conseil d'administration, impliquer les membres selon **leurs connaissances et leurs intérêts**;
- Utiliser un **langage accessible** autant à l'oral qu'à l'écrit;



- Ancrer les **revendications dans des situations concrètes** qui touchent directement les gens;
- Permettre aux personnes d'**acquérir les compétences** nécessaires pour participer.




## **Des pratiques qui suscitent l'implication citoyenne!**

---

Un mouvement de transformation sociale, la finalité d'une démarche d'ÉPA, **ne se compose pas uniquement de travailleurs et travailleuses de groupe**. Il se compose surtout **de citoyens et citoyennes engagés et impliqués**. Pour former un tel noyau, une myriade de stratégies et de moyens doivent être déployés.

Avant de passer au prochain critère, *l'ÉPA dans les actions collectives*, voici un exemple de pratique d'ÉPA analysée à partir de la grille de réflexion. Cette pratique porte sur la place des membres au conseil d'administration (CA).

## La place des membres au CA

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>1</b></p> <p>Un ensemble de démarches...</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche a une durée dans le temps avec une pluralité d'expressions /de volets / de moments?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est rattachée à d'autres actions ou activités?</li> </ul>
 <p><b>2</b></p> <p>qui développe des <b>apprentissages</b> et des <b>réflexions critiques</b> dans une optique de <b>conscientisation...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que nos groupes sont considérés comme des lieux d'apprentissage?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche part ou tient compte des préoccupations des gens et de leur compréhension des injustices contre lesquelles il faut se battre?</li> <li>✓ Est-ce que tous et toutes sont à la fois personnes apprenantes et formatrices?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de mieux comprendre les oppressions et les privilèges qui engendrent des rapports de domination (capitalisme, racisme, sexisme, capacitisme, classisme, colonialisme, cadre hétéronormatif, etc.)?</li> </ul>
 <p><b>3</b></p> <p>qui implique des <b>citoyens</b> et des <b>citoyennes...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche suscite l'implication, l'engagement ou la mobilisation des citoyens et citoyennes, c'est-à-dire des membres ou du grand public?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche prend les moyens pour impliquer une pluralité de personnes dans le respect de leur diversité?</li> <li>✓ Est-ce que les forces et limites de chacun et chacune sont prises en considération?</li> </ul>



## Comment la démarche répond-elle à un ou plusieurs des critères d'ÉPA?

Aux origines du mouvement populaire, il était important que les membres aux prises avec les enjeux sur lesquels un groupe travaille soient représentés au conseil d'administration (CA). Encore aujourd'hui, pour les groupes **se réclamant de la tradition populaire**, il est primordial que les membres puissent faire entendre leur voix dans une instance décisionnelle telle que le CA.

En Mauricie, des groupes en défense collective des droits, notamment des personnes sur l'aide sociale et des locataires, présentent la participation des membres au CA comme une pratique d'ÉPA.

La participation à un CA est une démarche **échelonnée dans le temps**, où l'implication se vit sur une base régulière à travers des **rencontres statutaires**. Dans un CA, les membres se penchent sur différents volets de la mission, ses orientations et les moyens pour réaliser cette mission, ce qui implique les finances et les ressources humaines. Le CA est aussi responsable de la circulation de l'information concernant les actions de l'organisme. C'est pourquoi les membres du CA **doivent s'informer** de ce qui se passe dans le groupe, ainsi que des représentations de l'organisme dans différents lieux de solidarité et de concertation.

Les CA sont des **lieux d'apprentissage** où les membres se sentent responsables et engagés envers leur groupe. Cette vision d'un CA comme espace d'engagement envers la mission s'éloigne d'une autre vision, de plus en plus répandue, dans laquelle le CA en est réduit à une instance de gestion des finances et des ressources humaines.

Les différents volets traités par le CA permettent des apprentissages, notamment à travers des formations sur les multiples rôles et responsabilités du CA. Au-delà de l'aspect gestion d'un CA, l'expérience des personnes qui y participent permet une **conscientisation politique**. En effet, la présence des personnes concernées dans le CA et le fait qu'elles puissent prendre la parole sur leurs conditions de vie peut **nourrir et renforcer la volonté du groupe de revendiquer et d'agir** pour de meilleurs programmes sociaux et services publics. Cette conscientisation des membres du CA est essentielle puisqu'elle est déterminante dans les choix des actions à entreprendre par le groupe.

Le temps consacré à l'aspect gestion de l'organisme peut être une source de frustration pour des membres qui souhaitent discuter des causes des problèmes et des actions pour les régler. Les réunions peuvent s'étirer sur ces questions. Toutefois, la frustration n'est pas vécue de la même manière lorsque les membres du CA parlent de leur vécu: « Ça peut ralentir le groupe, mais ça nourrit le groupe ».

La présence au CA de membres directement touchés par les problèmes sur lesquels les groupes agissent, dans le cadre de leur mission, est à **contre-courant de la tendance de professionnalisation** qui caractérise le milieu communautaire. Le maintien de l'implication de ces membres repose sur la reconnaissance et la prise en compte des **forces et limites de chacun et chacune**, leur connaissance du groupe, leurs intérêts et leur disponibilité. Les personnes ont des habiletés et des expertises différentes. Plusieurs personnes doutent de leurs compétences pour faire partie d'un CA et hésitent ou renoncent à se présenter comme candidates. Il faut alors utiliser **différents moyens de recrutement** comme des ateliers préalables à l'AGA afin de parler des rôles et responsabilités du CA. Profiter de moments informels pour solliciter des personnes, en brassant la sauce à spaghetti pendant une cuisine collective, peut s'avérer efficace.

Dans un milieu rural, la volonté d'impliquer des membres dans les instances du groupe peut se heurter à un plus petit bassin de membres potentiels, ainsi, les mêmes personnes se présentent au CA.

Faire partie d'un CA peut augmenter la confiance en soi et donc faciliter la prise en charge individuelle et collective, si importante en ÉPA. En contrepartie, on reconnaît que tous les membres qui fréquentent l'organisme ne peuvent être sur un CA ou ne sont pas prêts à l'être. Ceci dit, la participation à des comités de travail est parfois un moyen plus accessible pour impliquer davantage de membres dans la **vie associative**. On reconnaît aussi que tout membre ne peut pas occuper n'importe quel poste au CA. Le poste de trésorerie exige des compétences de base en littératie et en numératie.

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>4</b></p> <p>dans les <b>actions collectives...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche mobilise de façon concrète et collective en dépassant le niveau des idées?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche dépasse la sensibilisation (nécessaire, mais pas suffisante)?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche met en place des espaces décisionnels avec un souci d'inclusion pour faire participer le plus grand nombre de personnes?</li> </ul>
 <p><b>5</b></p> <p>pour <b>lutter...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de résister aux injustices sociales, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte contribue à la construction d'un mouvement large de contestation citoyenne?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte « amène les gens à devenir plus conscients de ce qui les entoure tout en augmentant leur capacité d'analyse »?</li> <li>✓ Est-ce que les luttes à mener sont indépendantes (ou autonomes) des cadres imposés par les bailleurs de fonds?</li> </ul>
 <p><b>6</b></p> <p>afin de <b>transformer la société</b> dans le sens de la <b>justice sociale.</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que les personnes impliquées dans la démarche découvrent que c'est en travaillant ensemble, que le changement se fait – peu à peu, un pas à la fois?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est guidée par une solidarité tout au long de la lutte et entre les multiples luttes dont le cumul des gains est nécessaire à une société juste?</li> <li>✓ Est-ce que la solidarité dépasse l'avancement de notre propre mission?</li> <li>✓ Est-ce que la mesure du succès de la mobilisation est concrète? C'est-à-dire que les gains sont reconnus, même si la mobilisation ne conduit pas à l'abolition immédiate et totale du capitalisme, du patriarcat ou du racisme.</li> </ul>



## Comment la démarche répond-elle à un ou plusieurs des critères d'ÉPA?

Contribuer au bon fonctionnement d'un groupe et à la réalisation de sa mission en siégeant sur le CA peut augmenter le **sentiment d'appartenance** à ce groupe. À la suite de discussions au CA, les membres sont davantage enclins à se mobiliser, à mobiliser les autres et à s'impliquer dans les actions collectives qui y sont décidées.

Dans tous les cas, quand on incite les membres qui fréquentent l'organisme à prendre leur place dans les différentes instances et actions collectives, il est essentiel de **prévoir des mécanismes d'accompagnement**.

Étant donné que les membres des CA s'impliquent dans les groupes, leur volonté de lutter grandit. **Les membres d'un CA qui ont des difficultés à se loger ou qui vivent la pauvreté voient et ressentent directement l'importance de lutter pour améliorer leurs conditions de vie**, ce qui n'est pas nécessairement le cas pour une personne recrutée sur un CA à titre de gestionnaire. Des groupes dénoncent la présence grandissante sur les CA de personnes qui connaissent peu le milieu ou la mission du groupe et qui proviennent d'un milieu comme celui des « caisses populaires ».

Quand les membres sont aux CA, ils augmentent leur capacité d'analyse en constatant que des luttes sont interreliées. Comme mentionnée par une participante : « la lutte collective n'est pas de tricoter des bas, mais de débattre de quelque chose » et d'agir en conséquence.

Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin! Les groupes populaires de la Mauricie qui ont analysé cette pratique sont unanimes: pour les membres qui fréquentent un groupe, faire partie du CA peut augmenter le désir de se mobiliser et contribuer à l'empowerment, du moment où ils participent à l'exercice du pouvoir.

Ce n'est pas au niveau du CA que la transformation sociale se fait, mais c'est le CA qui peut donner les moyens de le faire. Il est donc essentiel pour les groupes de réfléchir à la composition de leur CA et à son rôle dans l'organisme.

Finalement, la présence des personnes concernées dans le CA est importante puisqu'elle peut contribuer à assurer une cohérence entre la vision du CA et les revendications portées par le groupe.

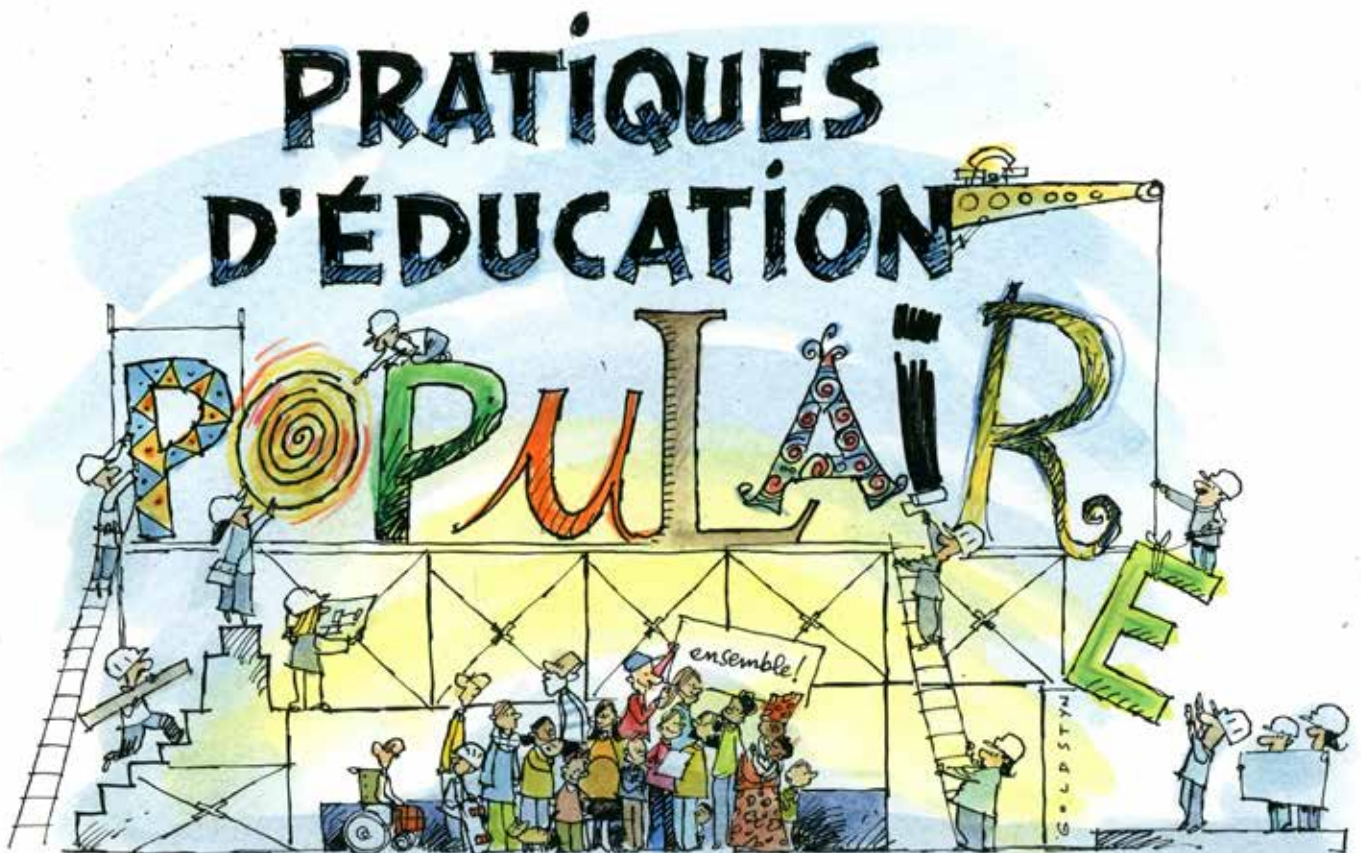






# L'ÉPA dans les actions collectives

- Est-ce que la démarche mobilise de façon concrète et collective en dépassant le niveau intellectuel des idées?
- Est-ce que la démarche dépasse la sensibilisation (nécessaire, mais pas suffisante)?
- Est-ce que la démarche met en place des espaces décisionnels avec un souci d'inclusion pour faire participer le plus grand nombre de personnes?







MOBILISATION  
ENSEMBLE

OUTILS D'ANIMATION

MARCHES MÉDIAS

GESTES COLLECTIFS

GRADATION D' ACTIONS

## 4. L'ÉPA dans les actions collectives

Dans cette section, nous traitons du critère #4 de la définition de l'ÉPA : *dans les actions collectives*. Nous présentons des exemples d'actions collectives et rappelons le rôle des outils d'animation en ÉPA dans la participation à des démarches qui mènent à des actions collectives.

# Est-ce que la démarche mobilise de façon concrète et collective en dépassant le niveau intellectuel des idées?

L'éducation populaire autonome est une démarche qui vise la transformation sociale. Pour en arriver à des transformations désirées, on doit mobiliser des personnes dans des luttes qui peuvent être de longue haleine. Ces luttes se font à travers des actions collectives. L'action collective dans un contexte d'ÉPA pourrait être définie comme une action planifiée et menée par les personnes concernées et leurs alliés afin de faire avancer une lutte. Une action collective peut avoir comme objectif d'attirer l'attention sur un enjeu, de faire pression sur des personnes élues ou en position de pouvoir, d'aller chercher des alliances ou encore de démontrer sa solidarité.

Au cours de cette recherche, plusieurs actions collectives nous ont été racontées. D'ailleurs, lorsque nous étions à Rouyn-Noranda pour animer la journée de recherche-formation, nous avons dû abrégé la journée afin que les personnes participantes puissent poser un geste collectif, devant le bureau de comté d'un député. Le groupe a déployé une corde à linge où étaient accrochées de nombreuses pages des mémoires portant sur les impacts dévastateurs de la Fonderie Horne sur la santé et l'environnement. On a fini par occuper brièvement le bureau du député.

On va parler d'actions politiquement non partisans pour défendre les droits. Ça peut aller de l'occupation de bureau de députés à des pétitions, des trucs sur les réseaux sociaux. Puis, on spécifie toujours que notre seul parti c'est celui des travailleurs et des travailleuses.

Une action collective peut avoir différents buts et prendre différentes formes. Nous retrouvons souvent l'aspect collectif dès l'étape de la formulation des revendications :



- Lors de la 4<sup>e</sup> consultation sur le plan de lutte contre la pauvreté, un regroupement invite ses groupes membres et leurs membres à élaborer collectivement une **plateforme de revendications**;
- Rédaction d'un **mémoire** avec les membres avec la méthode « mémoire à trous »<sup>13</sup>;
- En groupe, faire une liste des **différents moyens d'interpeller** des personnes élues et décider ensemble des actions à prendre.

Dans un monde idéal, on travaille ensemble les revendications avec des personnes fréquentant les groupes. On identifie ensemble ce qu'on veut changer:

J'aimerais qu'on s'assoie ensemble, puis qu'on fasse une plateforme de revendications. Mais, je sais pas comment faire ça. Je sens que si on n'a pas ça, on pourrait s'enligner dans tous les sens parce qu'il y a tellement de droits de brisés, ici et là. Si on peut apprendre, en même temps que nos membres, comment faire une plateforme de revendications.

Les actions collectives peuvent se préparer sur plusieurs mois surtout si elles s'accompagnent d'une consultation et d'une prise de décision avec les membres:

Les gens ont voté leur plan d'action. Ça a été vraiment super intéressant. Ils ont voté l'ordre dans lequel ils faisaient les actions. Ensuite, on s'est mis en action et on a fait les actions une après l'autre. Il y avait des pétitions. Il y avait une manifestation devant Mongrain [un animateur de télévision] pour qu'il parle de nous autres. Il y avait des conférences de presse. On est allé porter les pétitions à la STM [Société de transport de Montréal] et au conseil administratif. Toutes ces actions-là ont été faites.

---

<sup>13</sup> Une façon de raconter l'histoire de l'aide sociale est de rappeler que nos revendications ne sont pas nouvelles. Toutefois, le gouvernement n'en tient jamais compte. On doit donc rappeler les mêmes choses à l'État parce qu'il a une « mémoire à trous ».

Une formation qui sensibilise au préalable peut également aider à la mobilisation :

Ça l'a permis cette sensibilisation-là, puis une formation qu'on a offerte, ça a vraiment permis aux membres de se sentir concernés par la problématique, puis c'est là que ça l'a vraiment levé, quand on a fait la mobilisation au bureau de la députée, on avait plus d'une centaine de personnes, mais pas juste les membres de notre regroupement. On en avait de tous les secteurs, de tous les regroupements, la TROC était là, les CDC étaient là, il y avait des comités de citoyens qui étaient là, donc c'est vraiment cet aspect-là de sensibilisation qui nous a vraiment permis d'aller chercher des gens qu'on n'avait pas pensé aller chercher pour la mobilisation.

## Toutes sortes d'actions collectives

---

Les groupes de base et les regroupements font toutes sortes d'actions collectives. Des actions qui revendiquent et proposent des solutions en allant chercher de la visibilité sur les enjeux liés aux revendications. Voici des exemples qui ont été nommés de ce type d'actions :

- Organiser des **marches** et des **manifestations**;
- Déployer des **bannières** pour faire passer des messages;
- Écrire et publier des **lettres ouvertes** dans les journaux;
- Conceptualiser et rédiger un **communiqué de presse**;
- Tenir une **conférence de presse**;
- Lancer une **pétition**;
- **Participer en délégation** à un conseil municipal et poser des questions;
- Préparer des interventions et participer en délégation à des **assemblées publiques** qui touchent par exemple au transport, à la santé ou à l'environnement.



Les personnes rencontrées constatent qu'il y a un niveau de gradation dans les actions. Par exemple, au début d'une démarche, un groupe peut opter pour une action plus conciliante, par exemple envoyer une lettre. Selon le résultat des actions posées, les stratégies évoluent et peuvent devenir plus dérangeantes, par exemple l'occupation d'un bureau. Les rapports de force ne sont pas les mêmes et demandent un niveau d'implication différent de la part des personnes qui participent aux actions.

Dans cette recherche, nous avons répertorié plusieurs actions qui visent à interpeller des personnes en situation de pouvoir:

- Un groupe de défense des droits des personnes en situation de handicap écrit collectivement une lettre aux personnes élues et les convie à **une rencontre pour leur présenter leur solution** (le changement de sens d'une rue) quant aux enjeux d'accessibilité et de sécurité du transport adapté;
- Un groupe de défense des droits des consommateurs et consommatrices fait des **envois massifs par courriers et par courriels** à des personnes élues juste avant l'adoption d'un projet de loi sur la durabilité, la réparabilité et l'entretien des biens pour revendiquer que la nouvelle loi protège les droits des consommateurs et consommatrices;
- À chaque fête d'Halloween, un groupe de défense des droits des personnes sur l'aide sociale **décore des citrouilles** sous le thème *La pauvreté tue*, afin de sensibiliser sur les horreurs engendrées par celle-ci;
- Un groupe de femmes, en réaction à une ministre de la Condition féminine défavorable à l'avortement, fabrique un **utérus géant** en papier mâché et demande aux gens d'écrire un message pro-choix et de le déposer dans l'utérus qui est ensuite remis à la ministre.



Une action collective peut consister à **occuper un espace**:

- Les membres des centres d'éducation populaire **occupent leur centre** afin de démontrer l'importance qu'a ce lieu pour eux;
- Un groupe de chômage **occupe un bureau de Services Canada** pour dénoncer les longs délais d'attente du traitement des demandes de chômage.

D'autres actions collectives reviennent régulièrement à la suite d'appels lancés par les regroupements nationaux ou régionaux. C'est le cas des campagnes sur le financement du communautaire, des marches mondiales des femmes ou plus largement des journées dédiées à des thématiques. Plusieurs groupes se mettent alors ensemble pour faire des activités (atelier d'information, journal, manifestation, conférence de presse, témoignage, distribution alimentaire, sondage) ou des actions concertées :

- Journée internationale pour l'**élimination de la pauvreté**;
- Semaine de la **dignité des personnes assistées sociales**;
- La campagne des **12 jours d'actions contre les violences faites aux femmes**.

## **Est-ce que la démarche dépasse la sensibilisation (nécessaire, mais pas suffisante)?**

Pour mobiliser de façon concrète, la démarche d'ÉPA doit amener les gens à dépasser la sensibilisation. Dans une démarche d'ÉPA, la sensibilisation n'est pas une fin en soi. Elle est un levier pour passer à l'action. À ce sujet, les résultats de la recherche démontrent qu'il y a encore du travail à faire. En effet, on constate que les groupes rapportent davantage d'exemples de démarches visant la sensibilisation que des exemples de démarches de conscientisation.



Ceci dit, nous retrouvons dans les pratiques recueillies des exemples de sensibilisation qui mènent à la mobilisation. Par exemple, un groupe de femmes tient un café-rencontre politico-social qui amène certaines femmes à se mettre en action. À la suite de cette expérience vécue au sein d'un groupe, certaines femmes deviennent elles-mêmes **actrices de changement** et participent à une manifestation contre les féminicides. Plusieurs groupes soulignent que la mobilisation dépend souvent du fait qu'on est **allé chercher l'émotion**. C'est l'attrait d'une bande dessinée créée en Estrie à partir de la mise en commun du vécu des gens pour sensibiliser la population sur les problématiques liées au logement. De même, on raconte que pour réussir un atelier de **sensibilisation sur la discrimination raciale**, il faut faire appel aux émotions vécues.

## Est-ce que la démarche met en place des espaces décisionnels avec un souci d'inclusion pour faire participer le plus grand nombre de personnes?

Ce qui caractérise les actions collectives posées dans une démarche d'ÉPA est le souci de **démocratiser** le travail en groupe et en collectif afin que les personnes impliquées dans une démarche puissent avoir leur mot à dire. Il est important pour les groupes d'ÉPA d'inclure et de faire participer le plus grand nombre de personnes dans les prises de décisions. À cette fin, divers moyens sont déployés :

- Un regroupement demande aux groupes de consulter leurs membres sur un **mandat de grève** pour la justice sociale et climatique afin d'inclure tout le monde;
- Les groupes organisent des **rencontres régulières avec les membres** afin de faire avancer une lutte. Des ajustements sur les façons d'animer les rencontres sont faits au fur et à mesure. Il est question d'aménager un milieu ouvert et sécuritaire au sein duquel les personnes se sentent à l'aise de s'exprimer;

- Pour plusieurs groupes, il est fondamental que l'équipe de travail fasse de la place à **la parole des personnes qui vivent les enjeux** et qu'elle valorise cette parole: que ce soit celle des personnes âgées, en situation de handicap, sur le chômage ou l'aide sociale;
- Les **assemblées générales** sont nommées comme des espaces où l'on prend des décisions dans un processus démocratique.

## On décide ensemble

---

Il est important de conserver l'aspect collectif d'une démarche. Il faut, par exemple, s'assurer que le partage des tâches permet à chaque personne de contribuer à sa façon, selon ses forces. L'ÉPA favorise une approche **par et pour** avec une équipe de travail en soutien.

Toutefois, en entrevue, plusieurs défis ont été soulevés quant à la mise en œuvre d'une telle approche. Des travailleuses ont exprimé une volonté de susciter davantage l'initiative des membres ou de leur laisser une plus grande prise en charge dans les démarches. Certaines solutions ont été mises de l'avant, comme la création d'un comité de mobilisation, l'élaboration collective d'une plateforme de revendications ou le soutien téléphonique qui pourrait être fait par des membres qui connaissent bien les enjeux.

La prise de pouvoir des membres dans les groupes est une question qui préoccupe plusieurs des personnes rencontrées.

## L'importance des outils d'animation pour la mobilisation

---

Les outils d'animation ont pour objectif de susciter la participation active des personnes tout au long d'une démarche. Certaines personnes, pour toutes sortes de raisons, vont prendre plus de place que d'autres dans les espaces décisionnels et cela pose alors le défi d'en arriver à prendre des décisions qui reflètent réellement la voix de tous les membres. L'utilisation d'outils d'animation contribue à diminuer les inégalités dans la participation.



En ÉPA, on développe beaucoup d'outils<sup>14</sup>. Ces outils sont créés ou adaptés par les personnes travailleuses ou militantes pour mobiliser tout en ayant le souci d'inclure les voix des personnes marginalisées, moins susceptibles d'être entendues.

Les personnes participantes à la recherche nous ont parlé de l'**approche Reflect**<sup>15</sup> dans laquelle on retrouve des outils comme :

- **Le fleuve** pour mieux connaître le parcours de vie d'une personne;
- **L'arbre à problèmes** pour faire ressortir des problèmes, en comprendre les causes et les conséquences et formuler des revendications.

Ces outils soutiennent l'animation en utilisant divers moyens pour comprendre des enjeux, aller chercher les préoccupations et les savoirs des personnes concernées par la démarche, ainsi que leur analyse et leur prise de position:

Les outils permettent l'expression sans que la personne ait toujours à parler devant les autres, à expliquer son affaire. Ce qui peut être un frein pour certaines personnes parce qu'on oublie souvent, nous dans le communautaire, que quand les gens arrivent dans nos centres, bien souvent c'est la première fois qu'ils parlent en groupe. Cette expérience-là de prendre la parole dans un groupe, la plupart des gens ont jamais eu ça dans leur vie [...] Ça va pas de soi. On n'est pas toujours conscient de tout ce que ça représente une prise de parole, et d'autant plus si c'est une prise de parole qui veut se positionner. Là on sait que les enjeux peuvent être élevés. Donc en utilisant des outils d'animation, on permet au groupe, à tout le monde de s'exprimer.

---

14 Co-Savoir, autrefois le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF), archive et diffuse de nombreux outils d'ÉPA conçus par les groupes et les regroupements. Le Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF) qui forme et accompagne les groupes dans leurs démarches d'ÉPA produit aussi plusieurs outils.

15 Pour en savoir plus sur cette approche, voir Lemaître, Frédérique, (1996). L'Approche Reflect-Action expliquée, *Journal de l'alpha*, n. 163, Bruxelles Collectif Lire et Écrire.

Les outils d'animation font bien souvent partie du processus d'appropriation d'une démarche par les membres. L'importance du **visuel** a été soulignée par des travailleuses en alphabétisation et auprès de personnes sourdes et malentendantes qui peuvent, elles aussi, avoir des difficultés de lecture.

Il y avait la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*. On a fait une présentation, et ensuite on a composé des affiches pour aller à une manifestation. Donc, on a fait une présentation imagée sur canevas qui expliquait c'est quoi qui se passe, puis on avait le thème de cette campagne-là. L'année dernière c'était comme une marche funèbre, donc on avait vraiment représenté des organismes sur des pierres tombales, puis là dans une autre *slide* aussi on avait mis une pierre tombale, puis on avait mis le nom de notre organisme dessus.

L'utilisation d'outils d'animation, dans une démarche de longue haleine, permet de garder les gens mobilisés. Ces outils permettent de contourner certains freins à la participation comme les difficultés de lecture et d'écriture. Un bon outil d'animation permet de vérifier la compréhension qu'ont les gens des enjeux et de faire un suivi tout au long d'une démarche.

En alpha, il n'y a que nous qui pouvons vraiment prendre des notes en temps réel. Donc la base de la documentation c'est un écrit. Alors là on vient déjà de faire une distance avec le groupe. Mais aussi comme c'est toujours basé sur la parole [...] les gens parlent, puis là quand on fait une autre réunion [...] ils ont l'impression qu'on fait la même chose. Ils ne voient pas la différence entre les décisions, ils ne se souviennent pas nécessairement [...] de cette décision-là qui finalement sont abstraites parce qu'elles sont pas ancrées dans rien de concret. Et donc il y a un essoufflement, un manque de mobilisation à un moment donné, de réunion en réunion, quand on ne voit pas



finalement qu'est-ce qu'on fait. Donc moi je dirais qu'une des plus grandes stratégies c'est celle-là, c'est l'animation, c'est des outils d'animation avec le souci que chacun participe à sa mesure.

Les outils d'animation sont donc considérés comme des ressources précieuses pour les animatrices, mais aussi pour les personnes qui participent aux démarches. Instaurer un espace décisionnel inclusif c'est aussi tenir compte des oppressions vécues par les gens. La prise de parole devant un groupe représente un défi pour plusieurs personnes et ce défi est d'autant plus grand lorsqu'il s'agit d'une prise de parole qui se positionne. Par exemple, être en désaccord avec une personne que l'on estime ou avoir une opinion à contre-courant du groupe peut demander beaucoup de courage du moment où la personne sent qu'il y a un risque de déplaire, de vivre de l'exclusion ou de perdre un réseau. Ainsi, des outils comme le **vote secret** ou encore un **système de cartons de couleurs** peuvent faciliter l'expression d'une opinion :

On peut s'assurer que tout le monde participe, tout le monde peut mettre son petit [carton] jaune, bleu ou vert, ou rouge qui signifie : moi je suis d'accord, ou je suis pour, je suis pas trop sûr ou je suis vraiment contre. Alors les outils permettent l'expression sans que la personne ait toujours à parler devant les autres, à expliquer son affaire.

## **Outils d'animation versus outils de vulgarisation**

Nous avons déjà abordé l'importance de la vulgarisation dans la section dédiée au critère #1 qui traite de la démarche. Nous y avons souligné l'importance des outils qui ont pour objectif de rendre compréhensibles et accessibles les enjeux d'une démarche aux personnes avec qui les groupes travaillent. C'est le rôle des **outils de vulgarisation**.

Les **outils d'animation** jouent un autre rôle. Ils favorisent l'engagement des personnes au sein d'une démarche qui vise, rappelons-le, la transformation sociale. Par les outils d'animation, les personnes se sentent parties prenantes de la démarche. Elles se sentent impliquées. Elles veulent agir pour transformer la société.

Les outils de vulgarisation jumelés à ceux d'animation renforcent l'idée que l'ÉPA va plus loin que le transfert des connaissances. L'ÉPA mène à l'action collective!



## Action collective, ça le dit, ça se fait collectivement!




---

C'est dans le collectif que l'action trouve sa force, avec du monde qui se mette ensemble pour dénoncer des injustices, proposer des alternatives et changer les choses. La mobilisation est préalable à l'action. Il a été discuté lors de la tournée que plusieurs pratiques d'éducation populaire n'amènent pas nécessairement à des actions collectives. Il existe plusieurs défis à la mobilisation. Par exemple, pour certains groupes de défense collective des droits, il peut exister une tension entre offrir des services et mobiliser pour des actions collectives. Ces groupes rejoignent des personnes qui les fréquentent surtout pour obtenir un service et c'est surtout ce qui les motive à revenir dans l'organisme. Elles ne fréquentent pas nécessairement l'organisme pour entreprendre des démarches en ÉPA. De plus, plusieurs ne reviendront pas une fois le service obtenu. Par ailleurs, des groupes qui sont aussi des milieux de vie pour les personnes, comme c'est le cas en alphabétisation populaire, bénéficient de contacts réguliers avec les mêmes personnes. Ceci facilite grandement la mise en place et la réalisation d'actions collectives. C'est en partie ce qui pourrait expliquer que la question des outils d'animation ait été abordée principalement par des groupes qui font de l'alphabétisation. Malgré les défis que pose la mobilisation, le mouvement d'éducation populaire autonome est créatif et met en place toutes sortes de moyens pour passer à l'action collectivement.

Avant de passer au prochain critère, *L'ÉPA pour lutter*, voici un exemple de pratique d'ÉPA analysée à partir de la grille de réflexion. Cette pratique porte sur la lutte du tarif alpha pour le transport en commun.



## Lutte du tarif alpha pour le transport en commun

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>1</b></p> <p>Un ensemble de démarches...</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche a une durée dans le temps avec une pluralité d'expressions /de volets / de moments?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est rattachée à d'autres actions ou activités?</li> </ul>
 <p><b>2</b></p> <p>qui développe des <b>apprentissages</b> et des <b>réflexions critiques</b> dans une optique de <b>conscientisation...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que nos groupes sont considérés comme des lieux d'apprentissage?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche part ou tient compte des préoccupations des gens et de leur compréhension des injustices contre lesquelles il faut se battre?</li> <li>✓ Est-ce que tous et toutes sont à la fois personnes apprenantes et formatrices?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de mieux comprendre les oppressions et les privilèges qui engendrent des rapports de domination (capitalisme, racisme, sexisme, capacitisme, classisme, colonialisme, cadre hétéronormatif, etc.)?</li> </ul>
 <p><b>3</b></p> <p>qui implique des <b>citoyens</b> et des <b>citoyennes...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche suscite l'implication, l'engagement ou la mobilisation des citoyens et citoyennes, c'est-à-dire des membres ou du grand public?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche prend les moyens pour impliquer une pluralité de personnes dans le respect de leur diversité?</li> <li>✓ Est-ce que les forces et limites de chacun et chacune sont prises en considération?</li> </ul>



## Comment la démarche répond-elle à un ou plusieurs des critères d'ÉPA?

Lors d'une tournée régionale du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), il a été question de voir comment on actualisait nos pratiques d'alphabétisation populaire autonome. C'est dans ce contexte qu'a été proposé d'initier **une lutte sociale sur l'accessibilité du transport en commun** à Montréal. Beaucoup de personnes en alphabétisation disaient ne pas pouvoir venir aux activités parce qu'elles n'étaient **pas capables de se payer le billet d'autobus ou de métro**. Il a alors été proposé que des groupes d'alpha pop de la région de Montréal collaborent dans cette lutte. **7 groupes** ont mobilisé leurs membres et ont formé une coalition appelée *Alpha Montréal*. Cette coalition a permis de consolider les relations entre des groupes d'alphabétisation d'une même région et de développer un sentiment d'appartenance au mouvement de l'alphabétisation populaire.

La lutte pour la revendication d'un tarif alpha pour le transport en commun a duré **de 2005 à 2009**.

Pour débiter la mobilisation, les personnes participantes des groupes sont invitées à rédiger une lettre au président de la Société de transport de Montréal (STM) afin de dénoncer les impacts de la cherté du transport en commun. Cette première action s'inscrit dans l'approche de l'alphabétisation populaire puisque la pratique de la lecture et de l'écriture dépasse le seul objectif d'améliorer son français, c'est un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur sa vie et son milieu.

En rédigeant cette lettre, les personnes réalisent à quel point le transport est essentiel pour avoir accès à plusieurs droits (information, santé, éducation, etc.) et que le transport est au cœur d'une vie citoyenne. Les **lettres sont lues dans le cadre d'une première assemblée**. Cette mise en commun des nombreux obstacles qu'amène le prix du transport démontre clairement que **le problème concerne tout le monde**. Ces lettres sont une source très riche d'information. Elles contiennent tous les éléments sur lesquels appuyer nos revendications. **L'argumentaire est donc construit à partir des réalités des personnes concernées** et enrichit la compréhension et les connaissances des animatrices d'alphabétisation sur ce nouvel enjeu.

Suite à la mise en commun des lettres, les groupes d'alpha présents à l'assemblée discutent afin de décider s'ils veulent mener une lutte pour changer les choses. Ce sont les **personnes en démarche d'alphabétisation qui décident** d'entreprendre cette lutte en coalition avec d'autres groupes. Un comité de personnes animatrices est mis en place afin de soutenir les actions de la coalition. Le comité doit **s'assurer que toute la démarche favorise la participation et la prise de décision par les personnes participantes des groupes**. Plusieurs activités de suivi sont organisées afin de maintenir l'implication des premiers concernés par la lutte. Ces activités sont conçues en respectant le fait que les personnes en alphabétisation ont des difficultés de lecture et d'écriture. À cette fin, nous utilisons divers **outils d'animation**. Nous utilisons également la visualisation de l'information pour permettre une pleine participation de tous et toutes. Des assemblées sont tenues de façon régulière et près de 80 personnes y participent pour décider des actions à entreprendre.

Pour réaliser les actions, des **formations en photographie**, en **journalisme** et sur la **prise de parole en public** sont offertes aux personnes participantes. À chaque action, les personnes assument un rôle. Lors d'une séance de signatures d'une pétition avec conférence de presse, certaines seront porte-parole auprès des journalistes, d'autres sollicitent pour les signatures, un autre groupe anime l'espace et d'autres documentent l'action en prenant des photos ou en rédigeant des textes.

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>4</b></p> <p>dans les <b>actions collectives...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche mobilise de façon concrète et collective en dépassant le niveau des idées?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche dépasse la sensibilisation (nécessaire, mais pas suffisante)?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche met en place des espaces décisionnels avec un souci d'inclusion pour faire participer le plus grand nombre de personnes?</li> </ul>
 <p><b>5</b></p> <p>pour <b>lutter...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de résister aux injustices sociales, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte contribue à la construction d'un mouvement large de contestation citoyenne?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte « amène les gens à devenir plus conscients de ce qui les entoure tout en augmentant leur capacité d'analyse »?</li> <li>✓ Est-ce que les luttes à mener sont indépendantes (ou autonomes) des cadres imposés par les bailleurs de fonds?</li> </ul>
 <p><b>6</b></p> <p>afin de <b>transformer la société</b> dans le sens de la <b>justice sociale.</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que les personnes impliquées dans la démarche découvrent que c'est en travaillant ensemble, que le changement se fait – peu à peu, un pas à la fois?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est guidée par une solidarité tout au long de la lutte et entre les multiples luttes dont le cumul des gains est nécessaire à une société juste?</li> <li>✓ Est-ce que la solidarité dépasse l'avancement de notre propre mission?</li> <li>✓ Est-ce que la mesure du succès de la mobilisation est concrète? C'est-à-dire que les gains sont reconnus, même si la mobilisation ne conduit pas à l'abolition immédiate et totale du capitalisme, du patriarcat ou du racisme.</li> </ul>



## Comment la démarche répond-elle à un ou plusieurs des critères d'ÉPA?

Afin de construire collectivement le plan d'action, chaque groupe d'alphabétisation identifie des **actions possibles** pour faire avancer la lutte et les achemine au comité. Ces informations sont rediffusées à tous et toutes lors d'une assemblée pour que nous décidions des actions à entreprendre et de l'ordre de leur réalisation. Suivant leur plan d'action, les groupes d'alphabétisation posent les **actions collectives** suivantes : conférence de presse, manifestation devant une station de télévision pour qu'on parle du tarif alpha, faire signer des pétitions et aller les porter à la STM.

Les assemblées utilisent **divers outils d'animation qui permettent aux personnes de s'exprimer et de prendre des décisions concernant la lutte**. Certaines décisions sont prises à l'issue de votes individuels, d'autres sont prises en groupe d'alpha. Certains votes se font à main levée, d'autres, plus sensibles, se font à vote secret.

C'est la première fois que les personnes en démarche d'alphabétisation travaillent **ensemble pour un enjeu commun**. Alors que les personnes se sentent souvent à part, elles réalisent enfin qu'elles sont nombreuses et qu'il est possible pour elles de travailler ensemble et de **participer à un mouvement sur les enjeux qui les concernent**. En se mobilisant entre groupes d'alphabétisation, les démarches, la prise de parole et la prise de décisions sont adaptées et accessibles à tous et toutes. La lutte pour le tarif alpha nourrit le **sentiment de légitimité** des personnes.

Avoir des difficultés avec la lecture et l'écriture rend difficile la participation dans d'autres luttes ou rassemblements. Lorsque la TROVEP de Montréal, qui travaille aussi sur la cherté du transport, invite les groupes d'alpha à se joindre à eux, les personnes en alpha doivent réfléchir collectivement à cette proposition. Finalement, elles décident de poursuivre leur lutte au sein de leur coalition tarif alpha, tout en exprimant leur solidarité à la revendication de la TROVEP et en allant aux manifestations qu'elle organise. Elles réalisent que cette lutte leur permet de développer une identité collective et que les moyens mis en place pour la réaliser répondent davantage à leurs besoins.

Par la suite, le RGPAQ décide de revendiquer une mesure de soutien financier pour les personnes en démarche d'alphabétisation. Un montant pour le transport en commun y est inclus. Les personnes participantes des 7 groupes décident alors de se joindre à la revendication nationale du RGPAQ, regroupant près de 80 groupes à travers le Québec, ce qui marque la fin de la mobilisation pour le tarif alpha. Plusieurs groupes continueront toutefois à participer aux manifestations de la TROVEP.

Les personnes ayant participé à la lutte ont développé **une meilleure compréhension des injustices sociales** et de leur lien entre elles. Le coût du transport en commun a de plus lourdes conséquences pour une personne à faible revenu. Cela oblige à faire des choix difficiles entre des besoins essentiels. Restreindre ses déplacements c'est difficile lorsqu'on doit aller à un rendez-vous médical, rencontrer son agent d'aide sociale, reconduire ses enfants à l'école ou aller à son groupe d'alpha. Ne pas pouvoir se payer le transport a un impact sur l'accès à l'information, puisque quand on a des difficultés à lire on doit pouvoir se déplacer pour parler directement à quelqu'un dans des services publics.

La lutte se termine donc sans l'instauration d'un tarif alpha. Par contre, **plusieurs leçons** sont tirées de cette lutte, notamment quant à **l'efficacité des actions posées**. La participation aux assemblées a permis à plusieurs de prendre confiance dans leur **capacité à prendre la parole et à argumenter** lors des prises de décision en groupe. Les personnes apprennent aussi sur la **force du collectif** et les façons de faire pour transformer la société et améliorer les conditions de vie. Ces expériences sont des apprentissages qui pourront être réinvestis dans une prochaine lutte. Cette mobilisation a aussi permis aux personnes participantes de développer un fort **sentiment d'appartenance** et de rapprocher les groupes d'alphabétisation de Montréal, ce qui a mené à la création de la coalition *Alpha Montréal*. Cette coalition a organisé d'autres activités comme l'événement *La Fierté s'affiche* qui démontre l'apport social important des personnes en alphabétisation.





# L'ÉPA pour lutter



# L'ÉPA pour lutter

- Est-ce que la démarche permet de résister aux injustices sociales, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives?
- Est-ce que la lutte contribue à la construction d'un mouvement large de contestation citoyenne?
- Est-ce que la lutte « amène les gens à devenir plus conscients de ce qui les entoure tout en augmentant leur capacité d'analyse »?
- Est-ce que les luttes à mener sont indépendantes (ou autonomes) des cadres imposés par les bailleurs de fonds?



# MULTISECTORIEL ALTERNATIVES INJUSTICES RÉTICENCES MOUVEMENT REVENDICATIONS INCLUSION

## 5. L'ÉPA pour lutter

Dans cette section, nous traitons du critère #5 de la définition de l'ÉPA : *pour lutter*. À son congrès de 2000, le MÉPACQ intègre les luttes sociales au cœur de sa compréhension de l'ÉPA. On ne peut pas avancer vers la justice sociale sans résister aux injustices, sans remettre en question l'organisation sociale, économique et politique créée par celles-ci. Il est nécessaire d'établir un rapport de force pour transformer la société dans le sens de la justice sociale. C'est l'essence même d'une lutte.



# Est-ce que la démarche permet de résister aux injustices sociales, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives?

Les groupes consultés comprennent bien l'ampleur du travail à réaliser pour parvenir à bâtir une société juste. Que ce soit les luttes contre le racisme ou le patriarcat ou encore celles plus pointues pour redresser la pénurie de logements ou pour améliorer le régime d'assurance-emploi, les groupes reconnaissent la nature structurelle et **systemique** de bien des injustices actuelles.

## Des luttes sur le terrain

---

Sur le terrain, les luttes s'attaquent à des **problèmes concrets** qui ont un impact sur la vie des gens. La **crise du logement** n'est pas une invention de Statistiques Canada. Ça se manifeste par l'absence de logements dans le quartier, par le prix exorbitant des loyers et par la présence des personnes itinérantes à Alma, à Rouyn-Noranda et à Baie-Comeau.

Les démarches répertoriées pour lutter sont multiples et variées. Autant les groupes de base que les regroupements luttent, et ce, sur une myriade de fronts. Certaines luttes privilégient les actions collectives (comme les manifestations et rassemblements), tandis que d'autres s'articulent autour de gestes de visibilité qui sensibilisent (comme des semaines d'action, le port de macaron ou la confection de bandes dessinées).

La lutte contre la **pauvreté** – que certains nomment la **précarité systemique** – se révèle être celle le plus largement menée par les groupes.

Certaines luttes se mènent explicitement sur des enjeux de **droits humains**: logement, discrimination sexuelle ou raciale ou revenu décent (chômage, aide sociale, revenu minimum garanti). L'**accessibilité** se



trouve souvent être un champ de lutte, tout comme la dignité et le respect qui caractérisent les luttes **pour la reconnaissance**.

### Exemples de luttes

- Pour une planète vivable;
- Faire reconnaître son identité dans un monde qui la refuse;
- Changer le sens d'une rue pour la sécurité des personnes;
- Proposer l'adoption d'une loi sur la durabilité, la réparabilité et l'entretien des biens;
- Élargir le « revenu de base ».

Pour d'autres groupes, la réalisation d'un projet collectif peut contribuer à une lutte. Tel est le cas d'une expérience de jardin collectif sur la Côte-Nord. Cette initiative citoyenne n'est pas une lutte en soi. Elle peut cependant être un moyen pour amener les personnes à faire des liens avec des luttes contre le gaspillage alimentaire, les déserts alimentaires ou les changements climatiques. La mise en place d'un jardin collectif peut alors s'inscrire dans une lutte dans la mesure où le groupe de jardiniers et de jardinières se mobilise pour porter ou faire siennes des revendications avec d'autres acteurs et actrices afin de faire rayonner un changement qui se produit sur le plan local.

Pour plusieurs, une lutte implique l'établissement d'un **rapport de force**. Celui-ci est surtout présent dans le discours des personnes qui interviennent sur des enjeux liés aux luttes économiques : chômage, aide sociale, pauvreté.

## Au-delà de critiquer pour critiquer: proposer des solutions

---

« Être critique » n'est pas forcément « être négatif ». C'est pourquoi il arrive souvent que la « dénonciation » et la « résistance » se fassent en proposant des alternatives plus justes. On lutte pour résister, mais également pour que des alternatives soient considérées.

Pour plusieurs, la lutte est liée à un **projet de société**, que ce soit anticapitaliste, antiraciste, antipatriarcat ou encore de justice sociale et économique.

### Des solutions, on en a!

- **Taxons** la richesse!
- **Construisons** des logements sociaux!
- **Organisons une commission d'enquête** pour faire entendre nos voix concernant les besoins en matière de logement!
- **Sécurisons la rue** pour les personnes utilisant le transport adapté!
- Encadrons **la durabilité, la réparabilité et l'entretien des biens** par une loi!
- **Rendons accessible** le transport en commun!

La vision alternative proposée à partir d'une démarche d'ÉPA peut s'exprimer par des **revendications**. Issues d'un processus collectif (comité de travail ou de mobilisation), ces revendications peuvent ouvrir la voie à des solutions concrètes proposées par les personnes de la base.

Un autre moyen pour recueillir des solutions concrètes est de compiler des cas vécus par les personnes concernées dans le but d'alimenter des **livres ou des dossiers noirs** sur des enjeux sociaux. C'est une pratique utilisée par un groupe de la région de Québec.



# Est-ce que la lutte contribue à la construction d'un mouvement large de contestation citoyenne?

En éducation populaire, on fait des liens entre divers enjeux sociaux et diverses luttes sociales qui ont souvent une origine commune : le capitalisme. Ce n'est donc pas surprenant que plusieurs luttes se réclamant de l'éducation populaire autonome visent la construction de fronts communs et d'un mouvement social plus large. D'ailleurs, certains groupes utilisent l'appellation « **mouvement** » pour décrire leur travail. Tel est le cas pour le « mouvement antiraciste » et le « mouvement des consommateurs et consommatrices ».

Alors qu'un groupe peut mener une lutte seul, souvent les groupes se tournent vers d'autres organisations pour mener **la lutte à plusieurs**. En ce sens, une lutte devient une occasion pour **tisser des liens de solidarité** avec d'autres alliés. Autant les regroupements que les groupes de base travaillent en **coalition**.

Dans un contexte de lutte, on peut s'ouvrir à d'autres de plusieurs façons :

- ➔ Un groupe à l'origine d'une lutte, par exemple un groupe logement, invite des groupes alliés à prendre part à ses luttes;
- ➔ D'autres groupes, qui luttent sur la question plus large de la pauvreté, fonctionnent davantage en alliances ou en coalition. Lorsqu'on travaille en coalition, on est souvent conscientisé aux différentes nuances de l'enjeu traité parce que chacun des partenaires l'aborde à partir de sa propre perspective;
- ➔ Outre l'élargissement du cercle, travailler en coalition peut permettre la **coconstruction** d'une lutte. Une expérience dans laquelle des organismes qui se sentent également interpellés par un même enjeu deviennent coresponsables de la lutte. Telle est l'expérience nommée dans la lutte à la pauvreté et dans certaines luttes pour la justice climatique;

- Dans une coalition contre le racisme, on constate la présence de groupes de base avec des missions différentes qui, grâce à la coalition, finissent par **identifier des systèmes d'oppressions similaires**.

Pour des groupes dont les membres doivent se battre pour se tailler une place dans une société qui les exclut (personnes analphabètes, handicapées, racisées, homosexuelles, transgenres), le travail de sensibilisation et de conscientisation à l'extérieur du groupe enclenche une solidarité du milieu. Ce qui contribue à élargir un mouvement social.

## **Est-ce que la lutte amène les gens à devenir plus conscients de ce qui les entoure tout en augmentant leur capacité d'analyse?**

Les gens apprennent dans la lutte. La lutte est, en elle-même, porteuse d'apprentissage. On apprend à travailler ensemble, à revendiquer ensemble et à s'organiser ensemble. C'est un vieux principe de l'ÉPA!

Un groupe d'alpha : « On est un organisme communautaire, mais on a aussi des logements sociaux, dont le prix s'adapte au salaire de la personne locataire. »

Étant donné qu'on vit une crise du logement, le groupe veut et va continuer à offrir des logements accessibles et salubres à des personnes qui vivent une précarité systémique.

La recherche confirme que la lutte joue encore un rôle de conscientisation politique. Plusieurs signalent que la lutte pour la justice sociale et climatique, une bataille menée depuis une dizaine d'années par le MÉPACQ, a permis à des milliers de citoyennes et de citoyens rejoints par les démarches d'ÉPA d'en apprendre plus sur les enjeux environnementaux.



## Faire des liens entre différentes luttes

---

Tout au long de la tournée, et systématiquement dans les entrevues, les personnes témoignent de l'impact démesuré des changements climatiques sur les personnes en situation de pauvreté. Elles font des liens entre la crise climatique et la crise du logement, la détérioration du milieu de vie et la santé.

En liant la lutte aux changements climatiques à d'autres luttes sociales, les groupes reprennent à leur compte un principe de base en ÉPA, soit l'interdépendance entre les différents enjeux. Ils reprennent ainsi l'idée de Freire à propos de l'importance non pas de juste de **nommer une chose**, mais **de la situer dans son contexte** (ça sert à quoi? ça provient d'où? ça appartient à qui?).

De même, les groupes font des liens entre leurs propres luttes et celles des autres: entre les personnes handicapées et la crise du logement; entre les emplois précaires et la crise du logement; entre les emplois précaires et les emplois occupés majoritairement par des femmes... La liste est longue.

# Est-ce que les luttes à mener sont indépendantes (ou autonomes) des cadres imposés par les bailleurs de fonds?

Une hypothèse de recherche portait sur l'inquiétude des groupes par rapport à la réaction de leurs bailleurs de fonds lorsqu'ils mènent des luttes sociales, pourtant :

- Un groupe **s'oppose activement** à un projet de loi issu du ministère de la Justice qui est son principal bailleur de fonds;
- La lutte contre le **racisme systémique** place un autre groupe aux antipodes du positionnement du gouvernement actuel sur la question;
- La lutte des **centres d'éducation populaire** pour préserver leurs espaces les oppose à la Commission scolaire, qui a été d'une certaine façon un bailleur de fonds en prêtant ses locaux excédentaires.

Parmi les groupes rencontrés, aucun n'affirme avoir directement subi de pression de la part des bailleurs de fonds par rapport aux luttes qu'il a choisi de mener<sup>16</sup>. Ceci dit, cette question est plus complexe qu'il n'y paraît. Nous aborderons davantage le sujet dans la section sur la transformation sociale, au critère #6.

D'autres obstacles qui font entrave à la lutte ont cependant été nommés.

---

<sup>16</sup> En raison des luttes qu'ils mènent, des groupes ont de la difficulté à obtenir des polices d'assurance de responsabilité civile. Cette question n'a pas été abordée, mais il ne faut pourtant pas l'oublier.



Ces obstacles sont d'ordre :

- ➔ **Personnel** : on constate **une réticence** chez certaines personnes qui fréquentent les groupes à participer à des luttes. Les groupes ont la perception que la mobilisation des personnes est de plus en plus difficile; qu'avec le passage des années, des époques, les personnes se mobilisent moins. Pour certains groupes, parler de la lutte suscite une appréhension pour les personnes qui conçoivent les groupes communautaires comme des lieux de dépannage ou des dispensateurs de services. Afin d'atténuer les appréhensions et amener des personnes réticentes à participer plus activement aux luttes, plusieurs nomment l'importance des moments collectifs dans un groupe, tels les ateliers et les cafés-rencontres.
- ➔ **Organisationnel** : les **conseils d'administration (CA)** peuvent être un frein aux luttes. L'arrivée de personnes n'ayant pas d'expérience terrain de lutte ou d'implication dans la mission du groupe amène une professionnalisation des CA. On constate que les CA sont progressivement réduits à remplir des **mandats de gestion** du personnel, des finances ou des contrats de service. Cette tendance à la professionnalisation peut dépolitiser certains CA. On n'y parle plus ou peu de luttes. Ou encore, on renvoie le mandat de « lutter » au personnel et aux personnes rejointes par le groupe. Les CA s'en lavent ainsi les mains.
- ➔ **Institutionnel** : les modes de **financement par projet** et par **entente de services** ne financent pas les luttes. Selon les personnes rencontrées, l'exigence de résultats reliée à ces deux modes de financement a pour effet de **dépolitiser** le travail des groupes.



## Un mouvement large de luttes!




---

En reconnaissant le caractère systémique des injustices auxquelles les gens sont confrontés, les personnes rencontrées lors de la tournée et lors des entrevues comprennent les luttes comme liées entre elles. Elles voient aussi que c'est en participant à des luttes que les personnes développent une capacité d'analyse qui permet de voir de quelle façon les oppressions vécues ont des causes structurelles. Une démarche d'ÉPA qui vise la transformation sociale peut amener les groupes à faire des alliances qui sont souvent nécessaires pour établir un rapport de force. À cette fin, les regroupements peuvent être des lieux de solidarité entre les groupes et permettent à la lutte de s'inscrire dans un mouvement plus large.



Avant de passer au prochain critère, *L'ÉPA afin de transformer la société dans le sens de la justice sociale*, voici un exemple de pratique d'ÉPA analysée à partir de la grille de réflexion. Cette pratique porte sur une démarche pour changer le sens d'une rue.

# Changement de sens de rue dans l'atelier Action citoyenne

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>1</b></p> <p>Un ensemble de démarches...</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche a une durée dans le temps avec une pluralité d'expressions /de volets / de moments?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est rattachée à d'autres actions ou activités?</li> </ul>
 <p><b>2</b></p> <p>qui développe des <b>apprentissages</b> et des <b>réflexions critiques</b> dans une optique de <b>conscientisation...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que nos groupes sont considérés comme des lieux d'apprentissage?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche part ou tient compte des préoccupations des gens et de leur compréhension des injustices contre lesquelles il faut se battre?</li> <li>✓ Est-ce que tous et toutes sont à la fois personnes apprenantes et formatrices?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de mieux comprendre les oppressions et les privilèges qui engendrent des rapports de domination (capitalisme, racisme, sexisme, capacitisme, classisme, colonialisme, cadre hétéronormatif, etc.)?</li> </ul>
 <p><b>3</b></p> <p>qui implique des <b>citoyens</b> et des <b>citoyennes...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche suscite l'implication, l'engagement ou la mobilisation des citoyens et citoyennes, c'est-à-dire des membres ou du grand public?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche prend les moyens pour impliquer une pluralité de personnes dans le respect de leur diversité?</li> <li>✓ Est-ce que les forces et limites de chacun et chacune sont prises en considération?</li> </ul>



## Comment la démarche répond-elle à un ou plusieurs des critères d'ÉPA?

La démarche débute dans le cadre d'une activité qui s'appelle *Action citoyenne*. Les personnes y discutent de **problèmes de sécurité liés à la circulation automobile** lorsqu'elles utilisent le transport adapté. Les membres proposent comme solution de changer le sens de la rue devant leur centre communautaire. La mobilisation autour de cet enjeu a commencé en 2019; plusieurs actions ont été posées depuis et la démarche se poursuit à ce jour.

Ce sont les personnes en situation de handicap qui utilisent le transport adapté qui identifient elles-mêmes le problème. Ces membres se rencontrent régulièrement avec le soutien de la permanence du groupe. Lors de ces rencontres, nous nous demandons: à qui appartient la rue? Nous **menons ensemble la recherche d'informations**. Nous apprenons que c'est la municipalité qui est responsable de la rue. Nous décidons donc de déposer une demande officielle à la Ville en remplissant un formulaire.

Par la démarche, nous prenons conscience que le changement de sens de rue est un enjeu d'**accessibilité universelle**. Membres et permanence se sensibilisent alors collectivement à l'oppression que vivent les personnes en situation de handicap. Le **capacitisme** est nommé comme un rapport de pouvoir. Le groupe se conscientise. Il réalise qu'**il a des droits et un pouvoir d'agir**: nous avons droit à des services et ce n'est pas parce que nous critiquons le système que nous allons perdre ces droits.

Chaque semaine, la démarche mobilise une vingtaine de personnes. Malgré un certain roulement, **la mémoire collective du groupe** permet d'informer les membres présents du suivi de la démarche. Ce sont les membres qui proposent les actions et leur réalisation est soutenue par la permanence envers qui ils ont confiance. Nous **partageons les tâches** selon les forces et les limites de chacun et chacune. Les personnes plus à l'aise à l'oral prennent la parole et celles qui le sont moins travaillent sur l'écriture des lettres et sollicitent des signatures pour une pétition.

Critères d'ÉPA	Répond-elle au critère? Pourquoi? Comment?	Poser chacune des questions et discuter si l'exemple choisi répond dans l'ensemble au critère.
 <p><b>4</b></p> <p>dans les <b>actions collectives...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche mobilise de façon concrète et collective en dépassant le niveau des idées?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche dépasse la sensibilisation (nécessaire, mais pas suffisante)?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche met en place des espaces décisionnels avec un souci d'inclusion pour faire participer le plus grand nombre de personnes?</li> </ul>
 <p><b>5</b></p> <p>pour <b>lutter...</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que la démarche permet de résister aux injustices sociales, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte contribue à la construction d'un mouvement large de contestation citoyenne?</li> <li>✓ Est-ce que la lutte « amène les gens à devenir plus conscients de ce qui les entoure tout en augmentant leur capacité d'analyse »?</li> <li>✓ Est-ce que les luttes à mener sont indépendantes (ou autonomes) des cadres imposés par les bailleurs de fonds?</li> </ul>
 <p><b>6</b></p> <p>afin de <b>transformer la société</b> dans le sens de la <b>justice sociale.</b></p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input type="checkbox"/></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Est-ce que les personnes impliquées dans la démarche découvrent que c'est en travaillant ensemble, que le changement se fait – peu à peu, un pas à la fois?</li> <li>✓ Est-ce que la démarche est guidée par une solidarité tout au long de la lutte et entre les multiples luttes dont le cumul des gains est nécessaire à une société juste?</li> <li>✓ Est-ce que la solidarité dépasse l'avancement de notre propre mission?</li> <li>✓ Est-ce que la mesure du succès de la mobilisation est concrète? C'est-à-dire que les gains sont reconnus, même si la mobilisation ne conduit pas à l'abolition immédiate et totale du capitalisme, du patriarcat ou du racisme.</li> </ul>



## Comment la démarche répond-elle à un ou plusieurs des critères d'ÉPA?

Les membres constatent que la demande qu'ils ont déposée à la Ville demeure sans réponse. Nous **relançons la Ville** qui nous répond que le dossier est classé sans suite. Les membres refont une demande. Ils rédigent une lettre au conseiller municipal et à la mairesse afin d'obtenir leur soutien. Une pétition est lancée pour aller **chercher des appuis**. Nous invitons le conseiller municipal à une rencontre afin d'exposer les problèmes de sécurité auxquels les membres sont confrontés. **La parole des personnes concernées est valorisée**. Le conseiller fait suivre le dossier au bureau de l'aménagement. Il en ressort que le changement de sens de la rue nuirait à la circulation des véhicules d'urgence. Les membres sont à la recherche de solutions.

Face au silence de la Ville, les membres décident d'intervenir au conseil de Ville. Leur présence sensibilise les personnes élues à leur situation et au fait que la mobilité est un problème complexe.

Dans l'organisme, nous affichons des photos de ce qui a été fait pour mieux suivre ce qui se passe. La lutte s'étend dans le temps. **Nous apprenons à ne pas lâcher**.

Tout au long de la démarche, les solutions proposées proviennent des membres. Il n'y a pas de suivi de la part d'un élu, alors nous faisons une liste des actions possibles pour l'interpeller. La lutte nous amène à documenter les problèmes de sécurité, à mieux comprendre les enjeux d'urbanisme et à développer une analyse critique de la situation.

Le changement de sens de rue n'étant pas possible, nous décidons de revendiquer des aménagements sur la rue pour renforcer la sécurité.

Nous faisons des **alliances** avec un autre centre qui est concerné par le problème de sécurité du transport adapté. Nous invitons des gens du quartier, aussi concernés par la sécurité de la rue, à prendre part à la lutte.

Dans la démarche, nous apprenons à **respecter le rythme d'indignation des personnes concernées** qui choisissent de parler à un élu plutôt que de bloquer la rue. Nous voulons aussi privilégier la parole des personnes en situation de handicap et surtout ne pas les infantiliser. Nous découvrons que la lutte dépasse le fait de se plaindre et de revendiquer. C'est un processus qui est aussi porteur de connaissances puisqu'il permet de mieux comprendre des situations.

Avec la démarche du changement de sens de rue, une graine est semée. Ça se mobilise dans le quartier. Nous prenons conscience que ce n'est pas juste la question du transport adapté qui est en jeu, mais le droit à l'accessibilité.

Le groupe obtient **des gains pour la sécurité de la rue** à travers des aménagements d'apaisement de la circulation: panneaux qui demandent de ralentir, interdiction de stationner, définir une zone de débarcadère qui devient une priorité dans le déneigement. Il est prévu que d'autres mesures soient mises en place. Les membres continuent à suivre le dossier et restent prêts à agir si les gains ne vont pas dans le sens de leur **droit à la sécurité**.

À travers cette démarche, nous prenons conscience de notre **pouvoir de transformer la société dans le sens de la justice sociale**.





# L'ÉPA afin de transformer la société dans le sens de la justice sociale



- Est-ce que les personnes impliquées dans la démarche découvrent que c'est en travaillant ensemble, que le changement se fait – peu à peu, un pas à la fois?
- Est-ce que la démarche est guidée par une solidarité tout au long de la lutte et entre les multiples luttes dont le cumul des gains est nécessaire à une société juste?
- Est-ce que la solidarité dépasse l'avancement de notre propre mission?
- Est-ce que la mesure du succès de la mobilisation est concrète? C'est-à-dire que les gains sont reconnus, même si la mobilisation ne conduit pas à l'abolition immédiate et totale du capitalisme, du patriarcat ou du racisme.







CAUSES  
ANTICAPITALISME  
OPPRESSION  
ANTIRACISME  
PROJET DE SOCIÉTÉ  
ANTIPATRIARCAT  
SOLIDARITÉ  
PATIENCE

## 6. L'ÉPA afin de transformer la société dans le sens de la justice sociale

Dans cette section, nous traitons du critère #6 de la définition de l'ÉPA : *afin de transformer la société dans le sens de la justice sociale*. Pour ce dernier critère, nous présentons ce que les personnes nous ont dit lors d'une discussion sur la transformation sociale dans le cadre de la tournée de recherche-formation *40 ans de lutte : Qu'ossa donne?*. Nous abordons la question de la solidarité entre les luttes et des défis liés à la transformation sociale aujourd'hui. Enfin, nous présentons des exemples de démarches qui ont été des succès et qui vont dans le sens de la justice sociale.





# Est-ce que les personnes impliquées dans la démarche découvrent que c'est en travaillant ensemble, que le changement se fait – peu à peu, un pas à la fois?

Que ce soit au sens restreint ou global, les groupes comprennent que la transformation sociale vise haut et loin. Une vraie transformation c'est un projet où, pour reprendre le constat d'un groupe de femmes racisées, « le travail se fait en processus ». Sachant que le résultat anticipé n'arrivera pas demain, les gens sont conscients de l'importance de leur travail au quotidien, si petit soit-il. L'expression « une graine est semée et est à germer » revient souvent, ce qui souligne la **patience** nécessaire pour effectuer un travail d'ÉPA.

Par rapport aux défis à relever, les gestes que l'on pose, tout comme les résultats obtenus, sont souvent **modestes**. Une travailleuse observe qu'une partie de la conscientisation consiste à outiller les gens à réaliser « qu'on ne va pas nécessairement voir des changements immédiats. C'est avec le temps que chaque geste compte ». Une autre intervenante constate:

Ce n'est pas juste se plaindre. La transformation sociale peut aussi être donner des *cues*<sup>17</sup> pour que les personnes puissent comprendre. Une graine qui est plantée. Ça se mobilise dans leur quartier. Ce n'est pas que la question du transport adapté, mais aussi du droit. On prend conscience de ça.

La lenteur qui caractérise l'avènement des transformations souhaitées suscite, doit-on le dire, une **frustration**: si on avait plus d'argent, si on avait plus de personnel, si les ressources nous le permettaient... Une **frustration politique** aussi, notée par une militante racisée qui se questionne sur le concept de « gain » dans le contexte de sa lutte :

---

17 Au sens de « signaux », « indices ».

« Certes, il y a des gains, mais le racisme existe encore aujourd’hui. On fait du progrès, mais c’est le processus qui est important. Au mieux, les gains sont relatifs ».

Je pense qu’on a fait quand même la transformation sociale. Parce qu’on a mené des luttes [...] on a gagné des trucs à la Cour suprême qui ont changé la loi, pis qui ont permis à des [...] personnes d’avoir accès au chômage après ça.

Un autre groupe s’exprime dans le même sens :

Alors que tout récemment, on considère la transsexualité comme une maladie, une loi modifiant la Charte canadienne des droits et libertés protège dorénavant les droits des personnes de cette communauté. Cette avancée se situe sur un continuum : on fait l’histoire avec une ligne du temps. L’homosexualité est décriminalisée. Gain reconnu individuel et collectif. Pour les personnes en société, ça va mieux. On voit nos drapeaux dans le monde. Ça nous rassure dans certains commerces, on sollicite des entreprises pour avoir un *safe space*. On ne veut pas un ghetto, on veut être avec le monde, mais en sécurité. On veut être reconnu comme individu et collectif.

Avec une telle conception du progrès, la transformation souhaitée s’abreuve clairement de la **passion militante et communautaire**.

## **Est-ce que la solidarité dépasse l’avancement de notre propre mission?**

Pendant des années, les groupes communautaires ont lutté pour obtenir un financement de leur mission, c’est-à-dire un soutien qui reconnaît l’importance du groupe pour sa communauté et pour ses membres. Avec l’adoption de la Politique de reconnaissance de l’action communautaire



(PRAC, 2001), le financement de la mission est devenu un droit acquis, quoique le niveau de celui-ci ne soit jamais adéquat.

De ce fait, les groupes, leur conseil d'administration, et forcément les bailleurs de fonds prêtent davantage attention au travail des groupes en regard de leur mission. Travaille-t-on à l'intérieur ou en dehors de la mission du groupe? Voici un **enjeu émergent**. Pour un groupe logement, ça ne pose pas de problème de lutter contre la crise du logement. Pour un groupe d'aide sociale, il n'y a pas de contrainte à dénoncer l'insuffisance des programmes de dernier recours. Travailler pour effectuer des changements sur les enjeux relatifs à leur mission fait partie des obligations des groupes en défense collective des droits en vertu de leurs contrats de financement avec l'État.

Là où le bât blesse et où les conseils d'administration peuvent appliquer les freins, c'est lorsqu'on invite les groupes à s'engager dans des luttes qui dépassent une interprétation étroite de leur mission. Or, **la finalité de l'ÉPA vise la transformation en profondeur de la société** et pour ce faire, bien des groupes travaillent dans une perspective qui permet à leurs membres de tisser des liens entre les différentes luttes, ce que nous avons abordé dans la section précédente.

Dans ce sens, effectuer une véritable transformation sociale, économique, politique et culturelle de la société pose un défi qui dépasse, et de loin, la mission d'un seul groupe, d'un seul secteur et même un seul territoire géographique comme le Québec. La crise climatique en témoigne: seul un revirement planétaire offre une piste de solution.

Travailler dans une optique de transformation sociale exige donc des groupes qu'ils interviennent souvent en dehors **de leur stricte mission**. Sur ce point, plusieurs l'ont dit: une vraie solidarité dépasse la mission de chaque groupe et exige beaucoup de concertation et d'efforts pour bâtir des relations solides entre différents organismes et communautés.

Quand une lutte est partagée par des groupes dont la mission est différente, chacun doit quand même s'y retrouver, malgré leurs différences. Telle pourrait être la situation lorsqu'une lutte, concernant par exemple le racisme ou la crise climatique, vise à corriger une oppression structurelle ou des oppressions qui requièrent une

perspective intersectionnelle. Les luttes qui visent à changer en profondeur la société sont souvent les plus difficiles à mener.

## **Est-ce que la démarche est guidée par une solidarité tout au long de la lutte et entre les multiples luttes dont le cumul des gains est nécessaire à une société juste?**

La vision de la mobilisation et de la lutte comme une pratique qui dépasse son propre secteur, ou même sa propre région, s'exprime par le concept de la **solidarité**. La solidarité dans la lutte s'exprime de maintes façons.

Il existe certaines pratiques de solidarité incontournables qui reviennent régulièrement: **Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté** (17 octobre); **Journée internationale des droits des femmes** (8 mars); **Journée internationale des travailleuses et des travailleurs** (1<sup>e</sup> mai). Les groupes utilisent ces moments pour explorer le lien entre l'enjeu commémoré et d'autres enjeux. Un groupe d'alphabétisation explique :

*La marche **La rue, la nuit, les femmes sans peur**. Avant cette marche-là, on a invité [un organisme] à venir faire un atelier sur le consentement. C'était pour femmes seulement. Par la suite, on a invité nos participantes et participants à venir à la marche. Donc c'est ça : on va utiliser qu'est-ce qui se passe autour [de nous] ou peut-être à l'échelle plus globale aussi.*

Le travail en concertation ou en coalition pour faire avancer une lutte est essentiel pour rassembler les acteurs et actrices dans une perspective de changement social. Ainsi, on élargit consciemment le **front de lutte**. Plus il y a de personnes et de groupes mobilisés, plus on augmente la capacité de changer les choses, ce qui est, rappelons-le, la finalité de l'ÉPA. Une intervenante du secteur chômage souligne l'importance de la solidarité interlutte :



## De la solidarité en dehors du Québec

Seule une intervenante sur le dossier du chômage exprime le désir de son secteur de créer des liens de solidarité avec les groupes canadiens à l'extérieur du Québec. Sans que cela soit dit, on sait que la même volonté existe dans le dossier du logement. L'absence de contact avec les groupes canadiens s'explique sans doute par le fait que les luttes des groupes d'ÉPA sont soit très locales, soit reliées aux champs de compétences provinciales.

L'autre grande absence, la solidarité internationale. Outre les Marches mondiales des femmes et les *Earth Strike* (la grève planétaire de 2019), peu de gestes concrets de solidarité sur des enjeux internationaux ont été mentionnés dans le cadre de cette recherche.

On est solidaire au logement. On est solidaire des groupes de défense de droits en aide sociale [...] On va être solidaire de tout ce qui est du transport public plus abordable. On est solidaire de beaucoup de luttes parce que toutes ces luttes-là ont un impact sur les chômeurs qui se retrouvent à 55% de leurs revenus.

Dans le même sens, plusieurs groupes de régions différentes ont souligné l'apport du **mouvement syndical** à de larges fronts de lutte, autant sur des dossiers précis (chômage) que sur des dossiers plus vastes (environnement).

On a beaucoup de liens avec les syndicats et on est vraiment solidaire de toutes les luttes syndicales qui ont lieu. Parce que c'est toutes ces luttes-là, même si elles sont dans une usine [et qu'] on défend quelqu'un individuellement, on crée de la jurisprudence, par exemple, au tribunal de la sécurité sociale. Tous ces trucs-là ensemble augmentent le rapport au pouvoir des travailleurs versus les entreprises ou la fonction publique.



Fait à signaler, ce n'est pas juste les coalitions ou les regroupements qui travaillent en solidarité avec le milieu syndical. Dans Lanaudière, un groupe de base raconte un geste de solidarité lors d'une grève des travailleurs et travailleuses :

La présidente de notre conseil d'administration est allée appuyer des gens qui faisaient du piquetage. Entre autres, pour leur dire: « Ce que vous faites là, c'est pour nous. C'est parce qu'on n'a pas réussi à obtenir autant que les hommes dans le passé. On vous soutient. En tant que femme aînée, je soutiens votre démarche pour que vous, vous ayez plus tard une meilleure retraite ».

## La crise climatique

---

L'urgence d'élargir une lutte pour effectuer le changement se manifeste clairement dans le cas de la crise climatique que le MÉPACQ nomme la lutte pour la justice sociale et climatique. De nombreuses intervenantes de la plupart des régions le soulignent. C'est révélateur parce qu'aucun des groupes rencontrés n'avait l'environnement comme enjeu principal dans sa mission. Cet exemple est parlant puisque la préoccupation environnementale exprimée par les groupes a pris plusieurs couleurs: l'environnement et les femmes, l'environnement et le logement, l'environnement et l'insécurité alimentaire ou l'environnement et l'impact sur les personnes en situation de pauvreté.

Comme le démontrent les deux luttes intersectorielles qui reviennent fréquemment (pauvreté et justice climatique), c'est souvent par leur **regroupement régional en ÉPA** et dans un moindre degré par le MÉPACQ, que les groupes s'impliquent dans les luttes qui dépassent leur mission au sens strict. D'autres luttes qui s'attaquent à des enjeux systémiques ont cependant été à peine mentionnées : la lutte contre le racisme et celles menées par les Premiers Peuples.



# Est-ce que la mesure du succès de la mobilisation est concrète?

Les quarante ans de néolibéralisme sont marqués par le démantèlement du filet social, c'est-à-dire la réduction des services publics et l'affaiblissement des programmes sociaux. Malgré la résistance et les multiples mobilisations, les groupes reconnaissent leur part de défaites et de déceptions. Nonobstant, le goût de poursuivre la lutte se maintient et les batailles continuent.

Il faut croire que la passion collective de bâtir un monde plus juste, malgré les reculs, s'alimente par les gains obtenus et les dégâts qu'on a limités. Les quelques petits pas en avant qui atténuent les quelques pas en arrière.

Nous ne renommerons pas tous les gains obtenus par les groupes à partir d'une démarche d'ÉPA. Toutefois, nous présenterons des exemples qui illustrent des transformations possibles qui sont à la portée d'une démarche d'ÉPA. L'un porte sur l'inclusion d'une communauté dans le milieu militant et les autres sur des retombées de l'action communautaire dans la sphère des politiques publiques.

## Inclusion d'un groupe d'exclus dans la communauté militante

---

Le travail sur plusieurs années d'un groupe de base en Outaouais fait en sorte que la réalité des **personnes sourdes et malentendantes** est davantage prise en compte dans le milieu communautaire et militant. Par exemple, certaines activités – telles les assemblées générales des regroupements et certaines manifestations – sont maintenant interprétées en langue des signes québécoise (LSQ). **Leur communauté devient visible.** Bien des gens du communautaire, qui ne connaissent pas du tout les réalités et difficultés vécues par cette communauté, en prennent conscience. Et ils prennent conscience que « bien oui, les personnes sourdes aussi veulent se battre pour la justice sociale ou le climat ». Il y a 20 ans, une telle solidarité n'aurait peut-être pas été possible.

## Retombées dans la vie politique

---

Plusieurs groupes, particulièrement de base, font des démarches auprès des personnes élues, tant au niveau provincial que municipal, pour revendiquer un changement. Plusieurs exemples confirment l'importance des **interventions répétées dans l'espace public** pour influencer des politiques publiques.

Les CALACS<sup>18</sup> se définissent non pas comme des groupes de services, mais comme des **organismes de changement social**. Ils interviennent, certains depuis 50 ans, pour contrer **les agressions faites aux femmes**. La définition juridique d'agression sexuelle adoptée par l'État est celle développée et utilisée par le mouvement des femmes. Puisque l'État se l'est appropriée, la population se réfère maintenant à une conception de ce qu'est une agression à caractère sexuel à partir de celle issue du mouvement des femmes. C'est un gain important et déterminant.

De même, un groupe de consommateurs et consommatrices sur la Côte-Nord a contribué à définir l'objet principal de la *Loi protégeant les consommateurs contre l'obsolescence programmée et favorisant la durabilité, la réparabilité et l'entretien des biens*. Comme les CALACS, le groupe « a participé à définir ce que c'est et ensuite l'État se l'approprie, ce qui fait que la population la reconnaît ».

Même dans les domaines où c'est plus difficile de voir et de reconnaître le changement réel, les groupes soulignent l'impact de leur travail. En pleine crise planétaire, alors qu'on peut se demander à quoi sert la mobilisation, l'action d'un groupe au Lac-Saint-Jean a contribué à bloquer la destruction d'un **site écologiquement fragile** le long d'une rivière :

On allait perdre une certaine partie de cette rivière-là. Pis l'organisme s'est vraiment positionné contre ce projet-là, pis on a manifesté, pis on a gagné. Le projet, finalement, n'a pas eu lieu. Ça, on est très fiers de ça aussi, on a gagné par rapport à ça.

---

18 CALACS - Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel.



## Toutes les régions discutent de la transformation sociale

---

Une transformation sociale qui va dans le sens de la justice sociale se trouve au cœur de la vision d'ÉPA portée par le MÉPACQ. Elle en est la finalité même. Vu la centralité de la transformation sociale dans la vie du mouvement, les questions suivantes ont fait l'objet d'une discussion spécifique dans chaque session de la tournée :

Quand vous dites que vous faites de la transformation sociale, que voulez-vous dire? Quel est le sens de la transformation sociale aujourd'hui? Comment nommez-vous l'oppression/les oppressions visées par vos pratiques d'ÉPA?

D'après les personnes rencontrées, la transformation sociale fait partie de l'ÉPA, même si plusieurs affirment qu'elle comporte des défis. Qu'on porte une **vision étroite** de la transformation sociale (sur tel dossier ou tel projet) ou une **vision plus large** (un travail pour bâtir un mouvement social), le travail en ÉPA vise l'inclusion des personnes exclues, le respect des droits humains, l'élimination de la pauvreté, l'avancement des femmes, la démocratisation des groupes et bien d'autres choses. On affirme vouloir travailler sur les causes, et non pas juste sur les conséquences des problèmes sociaux.

D'autre part, la transformation sociale prônée par les personnes rencontrées **s'oppose à l'autre grand projet de transformation** de notre époque: **le néolibéralisme**. Celui-ci a certainement transformé (dans le mauvais sens) le Québec depuis la création du mouvement d'éducation populaire dans les années 1970.

Certes, on peut comprendre la transformation sociale de plusieurs façons, allant d'un **sens restreint** (l'adoption d'un projet de loi) à un **sens global** (l'abolition du capitalisme). Par rapport à ces deux aspirations, nous avons présenté, tout au long du recueil, plusieurs gains et victoires réalisés au fil du temps par les groupes.

Lors de la tournée de recherche-formation, les groupes se sont exprimés sur ce qu'est la transformation sociale aujourd'hui. Les propos ont été édités et regroupés pour en faire une synthèse présentée dans le tableau ci-dessous.



# Que veut dire « la transformation sociale » aujourd'hui?

Les groupes ont nommé :

- Que l'oppression prend plusieurs formes, mais que chaque oppression produit un déséquilibre dans les rapports de pouvoir;
- Que les oppressions découlent du capitalisme, du sexisme, du colonialisme, du racisme, du capacitisme, de discriminations sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle et de la fracture numérique;
- Que l'oppression, c'est forcément mettre de côté une partie de la société;
- Que l'oppression survient quand des besoins essentiels sont marchandisés;
- Que la lutte pour la justice climatique est intimement liée aux luttes contre le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme;
- Que la lutte contre la Fonderie Horne est environnementale et liée aux luttes concernant le social, le genre, le logement et le territoire.

En 2023, les groupes ont reconnu l'oppression que vivent:

- Les personnes qui se trouvent au croisement de plusieurs oppressions, que ce soit de genre, de capacitisme ou de racisme. L'intersectionnalité des oppressions a été nommée par les milieux féministes;
- Les personnes sourdes dans un monde de personnes entendant;
- Les personnes travailleuses migrantes qui se font exploiter;
- Les personnes LGBTQ+ qui vivent de la discrimination;
- Les Premiers Peuples qui vivent les effets du colonialisme;
- Les personnes qui subissent un discours dénigrant lié à la pauvreté, à la santé mentale ou parce qu'elles sont des femmes;
- Les personnes âgées ou peu scolarisées qui sont exclues à cause de la fracture numérique;
- Les personnes en précarité financière qui se trouvent dans l'impossibilité de se loger convenablement.

## **Ce qui anime le travail de transformation sociale:**

- Le rêve d'un monde meilleur avec plus de justice;
- La lutte contre les inégalités et l'exclusion des personnes;
- La lutte pour rétablir la dignité des personnes;
- Le développement d'un pouvoir d'agir pour améliorer les conditions de vie.

## **Dans les luttes, le plus important c'est le processus :**

- Outiller une personne, un groupe;
- Partir des situations vécues par les personnes;
- Commencer individuellement pour finir collectivement. C'est le passage du « Je » au « Nous » parce qu'un problème individuel peut être vécu par plusieurs et la solution se trouvera dans une action collective;
- Développer l'empowerment;
- Développer la capacité de se mobiliser pour la santé, le logement, l'accès à l'information et contre l'exploitation au travail;
- C'est une graine que l'on plante qui engendre des mouvements sociaux.

## **Et l'éducation populaire autonome (ÉPA) dans tout ça :**

- L'ÉPA fait partie d'un continuum de transformation sociale. Elle outille parfois une personne à parler à son entourage (à devenir agente multiplicatrice), ce qui est une forme de transformation.
- L'éducation populaire sert à conscientiser à propos des oppressions. Elle démontre que ce n'est pas la personne qui est responsable de ce qui l'opprime, mais que l'oppression découle d'un système et de l'organisation sociale, culturelle, économique et politique.

# En conclusion; l'état de santé de l'ÉPA aujourd'hui?

Ce recueil de pratiques d'éducation populaire autonome est le fruit d'une tournée de recherche-formation auprès des groupes d'ÉPA à travers le Québec. Cette tournée, intitulée *40 ans de lutte : Qu'ossa donne?*, avait pour objectif d'animer au sein des groupes des réflexions collectives afin de se réapproprier les assises de l'éducation populaire autonome, de rendre compte de la diversité des pratiques et de les valoriser. Cette réflexion collective a été menée dans le cadre d'un projet de recherche à l'aide d'une grille d'analyse des pratiques. Cette grille reprend les éléments de la définition de l'ÉPA portée par le MÉPACQ, ainsi que l'importance des luttes sociales en ÉPA.



Autant les discussions lors de la tournée dans 11 régions avec les 186 personnes rencontrées, les entrevues auprès de 8 personnes qui font de l'ÉPA, que l'analyse des pratiques a posteriori démontrent que cette conception de l'ÉPA est toujours d'actualité! Non seulement les groupes s'entendent sur la pertinence **des assises historiques de l'ÉPA, mais ils expriment aussi la volonté de les préserver et de les transmettre.**

Ce recueil met en évidence la richesse des pratiques d'éducation populaire autonome et traduit donc l'actualité de cette approche. Cela dit, les personnes rencontrées sont conscientes que la pratique d'une éducation politique à visées de transformation sociale pose de nombreux défis. Parmi ceux-ci, les groupes soulignent les crises qui s'accélèrent, dont la crise climatique. Ils témoignent des difficultés de se rassembler autour d'enjeux communs et des impacts des technologies sur les liens sociaux. Ils abordent la question du financement: la nécessité d'un meilleur soutien à la mission plutôt que par du financement par projets et l'influence que peut avoir les fondations sur leur travail. Les groupes constatent aussi que la pression pour répondre à des besoins immédiats est souvent une entrave à leur capacité d'entreprendre des luttes sociales. Ils se préoccupent de la perte des savoir-faire en ÉPA que peut amener le roulement des travailleuses et travailleurs dans le milieu communautaire.

Doit-on s'inquiéter de l'état de santé de l'ÉPA? À cette question, certaines personnes répondent que oui. Les défis à surmonter sont grands. Et le manque de connaissance du travail d'éducation populaire autonome, ainsi que sa non-reconnaissance suscitent chez certaines personnes une inquiétude quant à sa préservation. D'autres sont d'avis qu'il existe un intérêt renouvelé pour l'ÉPA. On en parle davantage! Elle est plus pertinente que jamais! Enfin, les personnes rencontrées nous disent qu'elles sont fières du travail accompli par leur groupe et de leur appartenance à un mouvement qui perdure depuis plus de 40 ans. Les réalités changent et l'ÉPA continue à faire mouvement!

# Bibliographie

Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF). Sur le site du CPRF, on retrouve des ressources en éducation populaire autonome:

<https://lecprf.org/>

Conseil supérieur de l'Éducation (2016). L'éducation populaire: mise en lumière d'une approche éducative incontournable tout au long et au large de la vie. Québec, Gouvernement du Québec. <https://www.cse.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2016/11/50-0492-AV-leducation-populaire.pdf>

Co-Savoir (autrefois le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine – CDÉACF). Sur le site de Co-Savoir on retrouve des ressources en éducation populaire autonome:

<https://cdeacf.ca/>

Filion, Esther (2005). *Les pratiques démocratiques dans les groupes d'alphabétisation populaire : libération ou insertion culturelle?* Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en intervention sociale, Université du Québec à Montréal.

Freire, Paulo (2021). *La pédagogie des opprimés*. Éditions de la rue Dorion.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2001). *L'action communautaire : une contribution à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec. La Politique de reconnaissance de l'action communautaire*. Gouvernement du Québec.

Lemaître, Frédérique (1996). L'Approche Reflect-Action expliquée, *Journal de l'alpha*, no 163, Collectif Lire et Écrire.

MÉPACQ, rédaction Vincent Greason (2022). *Faire Mouvement: Les quarante ans du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec*. Éditions de la rue Dorion.

MÉPACQ (2000). « Une démarche démocratique et rassembleuse : le congrès d'orientation du 17-18 février 2000 », *Bulletin du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec*, no 15, novembre 2000, MÉPACQ.

MÉPACQ (1999). *En marche vers le Congrès d'orientation : document préparatoire pour la « tournée » des régions*, MÉPACQ.

Savoie, Lina (1989). *Les pratiques et l'impact social des groupes d'éducation populaire autonome du Québec*, Montréal, MÉPACQ.

Vallée, Bernard (1988). *Évolution des concepts en éducation populaire*, Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA).

White, Deena (2012). L'institutionnalisation de la résistance : la politique québécoise de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire. *Cahiers de recherche sociologique*, 53(automne), 89-120. <https://doi.org/10.7202/1023193ar>

# Annexes

## Petit détour sur l'histoire de l'ÉPA au Québec

L'éducation populaire autonome est née au Québec dans les années 1970. Elle est issue du travail des premiers groupes populaires. Selon Vallée (1988)<sup>19</sup>, l'ÉPA émerge de trois courants d'éducation des adultes qui se retrouvent déjà dans le milieu. Le premier, l'**éducation politique critique**, s'inspire de la pensée de Paulo Freire. Présent dans les groupes logement, chômage et aide sociale, ce courant de pédagogie radicale s'appuie sur une analyse de classe et associe l'éducation populaire à la lutte contre la destruction des quartiers populaires ou pour l'amélioration des conditions de vie ou de travail. Le deuxième, l'**animation sociale**<sup>20</sup>, tente de réconcilier des intérêts divergents autour d'une solution consensuelle aux problèmes sociaux. Cette approche s'appuie sur des techniques d'animation et les processus innovateurs de prise de décisions pour rallier un éventail d'acteurs et d'actrices autour de solutions ou de projets touchant des enjeux de développement économique ou social de leur collectivité. Le troisième, l'**animation éducative**, travaille davantage sur le développement des individus, réalisé à partir des intérêts, des motivations et de l'expérience personnelle.

### Une définition d'ÉPA

---

En 1972, le ministère de l'Éducation (MEQ) crée un programme de financement spécifique à l'éducation populaire, le programme OVEP (Organisme Volontaire d'Éducation Populaire). Ce programme soutient, sans distinction, autant les activités éducatives des groupes populaires – de sans-emplois, de personnes consommatrices, de personnes assistées sociales, de femmes, de locataires – que celles des services

---

19 Bernard Vallée, (1988). *Évolution des concepts en éducation populaire*. Montréal, ICÉA.

20 Parfois nommée « animation communautaire » ou « action sociale ».

de préparation au mariage<sup>21</sup>. Les groupes populaires, réunis au sein du Comité d'action des OVEP, ressentent donc le besoin d'identifier ce qu'ils ont en commun.

C'est alors qu'en 1978, ils formulent une définition de leur travail. Ce travail, ils le nomment « éducation populaire autonome » et le définissent comme suit :

L'éducation populaire autonome, c'est l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.

Cette définition marque une étape importante dans l'émergence d'un mouvement citoyen national et multisectoriel, puisque l'ÉPA décrit une manière commune de travailler. Que l'on intervienne sur le logement, le chômage, l'aide sociale ou auprès des femmes, on fait de l'éducation populaire autonome. Dès 1978, l'éducation populaire est conçue au Québec comme une façon de faire, une manière de travailler qui va dans le sens de la « transformation sociale, économique, culturelle et politique du milieu ».

L'ÉPA se pratique dans le milieu citoyen **autonome** qui se développe dans les années 1970. Elle se distingue de l'éducation populaire syndicale et de l'éducation populaire dispensée par les commissions scolaires<sup>22</sup>.

---

21 Pour en savoir plus sur les différents courants de l'éducation populaire, voir l'avis du Conseil supérieur de l'éducation de 2016: *L'éducation populaire: mise en lumière d'une approche éducative incontournable tout au long et au large de la vie.*

22 D'ailleurs, selon la *Loi sur l'instruction publique* (articles 247 et 448), l'éducation populaire fait encore aujourd'hui partie des services éducatifs pour les adultes dispensés par les commissions scolaires, maintenant appelées centres de services scolaires.

## Une éducation conscientisante

La définition de 1978, tout comme les pratiques de l'époque qui l'ont influencée, ne tombe pas des nuages. Elle s'inspire en large mesure de la pensée du Brésilien Paulo Freire et de sa conception de l'éducation conscientisante. Pour Freire, cette éducation doit amener les personnes apprenantes à prendre conscience de leur monde et à prendre conscience de l'exercice du pouvoir dans ce monde<sup>23</sup>. Dès sa fondation en 1981, le MÉPACQ reprend cette vision d'une éducation qui conscientise et politise.

De 1972 à 2004, le MEQ soutient financièrement l'éducation populaire dans le milieu populaire et communautaire autonome. Cependant, le ministère a toujours limité son soutien aux « activités éducatives » des groupes, refusant de soutenir leur mission. Cela contribue à réduire l'éducation populaire à des « activités » plutôt que de la reconnaître comme une approche, « une façon de faire ».

En 2001, le gouvernement québécois adopte la [Politique de reconnaissance de l'action communautaire \(PRAC\)](#)<sup>24</sup>, dont l'effet principal est de baliser le soutien financier aux organismes communautaires partageant une même mission ministérielle<sup>25</sup>. Une fois la politique mise en œuvre, le ministère de l'Éducation ne soutient que les organismes communautaires dont la mission est reliée à la sienne : les groupes d'alphabétisation, les centres de formation, les groupes qui luttent contre le décrochage scolaire, etc. Une autre conséquence de cette politique est que le MEQ délaisse les programmes de soutien à l'éducation et à l'alphabétisation populaire autonome.

En contrepartie, la Politique gouvernementale reconnaît que l'éducation populaire fait partie des caractéristiques de l'ensemble des groupes qui se définissent de l'action communautaire autonome (ACA).

---

23 Freire, P. (1968). *Pédagogie des opprimés*. Réédité (2021), Éditions de la rue Dorion.

24 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2001). *L'action communautaire : une contribution à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec. La Politique de reconnaissance de l'action communautaire*. Gouvernement du Québec.

25 Pour en savoir plus sur le sujet : Deena White, (2012). L'institutionnalisation de la résistance : la politique québécoise de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire. *Cahiers de recherche sociologique*, (53), p. 100.

## Un virage vers les luttes sociales

---

Les programmes de financement de l'ÉPA étant abolis, le MÉPACQ prend un virage vers les luttes sociales<sup>26</sup>. Au congrès d'orientation de 2000, les membres du MÉPACQ s'entendent sur la nécessité d'inclure les luttes sociopolitiques dans leur projet de transformation sociale. Les luttes sociales sont alors intégrées à la vision de l'ÉPA portée par le MÉPACQ. Il définit sa compréhension des « luttes sociales » et leur relation avec l'ÉPA de la manière suivante :

Les luttes sociales sont indissociables des pratiques d'ÉPA. Une lutte est une action soutenue et énergique d'une individu, d'un individu ou d'un groupe pour résister à quelque chose ou atteindre un certain but. Par l'expression « luttes sociales », on entend donc désigner l'ensemble des actions soutenues et énergiques permettant de s'organiser collectivement pour résister aux injustices sociales et transformer la société dans une perspective de justice sociale, notamment, en identifiant les injustices, en les dénonçant, en les combattant et en proposant des alternatives<sup>27</sup>.

Pour les personnes intéressées à en savoir plus sur l'histoire de l'ÉPA, une trousse de formation a été élaborée à partir du contenu de la partie histoire de la formation de la tournée *40 ans de lutte : Qu'ossa donne?*. Cette trousse de formation a été conçue à l'usage des groupes et des regroupements. Elle peut être adaptée aux réalités régionales de chacun. Pour obtenir cette trousse de formation, contacter le MÉPACQ.

---

26 MÉPACQ (1999). *En marche vers le Congrès d'orientation : document préparatoire pour la « tournée » des régions*. Montréal, MÉPACQ.

27 MÉPACQ (2000). « Une démarche démocratique et rassembleuse : le congrès d'orientation du 17-18 février 2000 », *Bulletin du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec*, no 15, novembre 2000. Montréal, MÉPACQ.

Ce petit détour historique explique d'où vient la vision de l'ÉPA portée aujourd'hui par le MÉPACQ. Cette vision s'est construite à travers l'histoire et le fait de mettre en mots le travail des groupes permet encore aujourd'hui de les rassembler autour d'un même mouvement, celui de l'éducation populaire autonome.



# La diversité des groupes rencontrés

Pour réaliser cette recherche, nous avons rencontré 186 personnes, en provenance de 112 groupes répartis sur les territoires de 11 régions administratives du Québec.

## Dans ce nombre, on retrouve :

### a) Des groupes de base intervenant dans les champs suivants (dans l'ordre alphabétique) :

Accidents de travail, aide sociale, aînés, alimentation, alphabétisation, chômage, consommation, diversité sexuelle et de genre, environnement, femmes, jeunes, logement, mères monoparentales, travail non syndiqué, pastorale sociale, santé mentale, surdité, traumatisme crânien, violence. **Ainsi que des :** cafés populaires, centres communautaires, centres d'éducation populaire, centres d'hébergement pour femmes, centres de femmes, centres de formation populaire, maisons de quartier.

### b) Des regroupements de groupes :

Regroupements régionaux en ÉPA, Conseil central de la confédération des syndicats nationaux (CSN); corporations de développement communautaires (CDC); regroupements de groupes des femmes; regroupements de groupes en itinérance; regroupements des associations de personnes handicapées; tables régionales des organismes communautaires (TROC); Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).

## **Nous avons aussi rencontré une grande diversité de personnes :**

Principalement les personnes qui travaillent dans les groupes, mais également des membres de conseils d'administration, des membres de groupes et des citoyens et citoyennes.

Des personnes en provenance des grandes villes, de petites villes et de beaucoup de municipalités régionales de comté (MRC).

Des personnes avec plusieurs années d'expérience et des personnes avec quelques jours d'expérience!

L'éducation populaire autonome (ÉPA) est un ensemble de pratiques de conscientisation, de luttes et de vivre ensemble. Munis de telles pratiques, les groupes d'action communautaire autonome (ACA) se donnent le pouvoir d'agir sur les conditions précaires de vie et de travail des populations qu'ils rejoignent. Ces groupes forment depuis 50 ans un vaste mouvement d'engagement citoyen.

Au moment d'une transition générationnelle, culturelle et politique dans le milieu communautaire, comment transmettre les acquis du passé? Comment initier et sensibiliser de nouvelles personnes aux pratiques d'ÉPA? Comment intégrer ces pratiques dans la vie associative de nos groupes? Ce livre présente un portrait des pratiques d'ÉPA répertoriées auprès de 186 personnes participantes provenant de 112 groupes et de 11 régions du Québec. Il propose aussi un outil de réflexion afin d'améliorer ou d'en apprendre plus sur les pratiques d'ÉPA.

*L'éducation populaire autonome en mouvement : un recueil de pratiques* démontre que la vision de justice sociale, la volonté de nommer les oppressions afin de les surmonter et l'urgence de travailler avec la population pour changer les choses demeurent au cœur des pratiques d'ÉPA.

En somme, ce recueil vise une appropriation commune par les milieux des principes d'ÉPA afin de continuer à faire mouvement.

mepacq

UQÀM | **Service aux collectivités**  
Université du Québec à Montréal



978-2-925169-15-4

